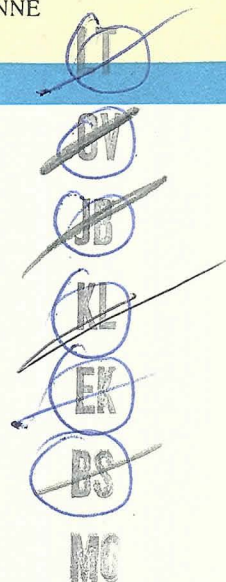


opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

DANS CE NUMERO

LIBRARY



- LETTRE DE BRUXELLES (P. 1-5)

Succès pour la logique

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 6-10)

Première réunion de la Commission mixte CEE-Espagne;
Conversations avec Chypre ; Suppression des entraves
dans le secteur automobile ; La Commission et l'in-
formatique ; Les premières opérations du troisième
F.E.D. ; Les lacunes de la coopération aéronautique;
Avancement de la politique industrielle commune ;
Une importante réorganisation administrative.

- EUROFLASH (P. 11-41)

Sommaire Analytique, P. 11

Index Alphabétique, P. 39

N° 603 - 9 Mars 1971

OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e

Tél. : 704.53.20 MUNDI-PARIS
Télex : 27 989

CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes	Gabriela KAHLLIG
	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cyprès
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

SIÈGE ET IMPRIMERIE SPÉCIALE D'OPERA MUNDI-EUROPE, 100, Av. Raymond Poincaré PARIS 16^e

Toute reproduction interdite, sauf accord.

Dépôt légal 1^{er} trimestre 1971

L E T T R E D E B R U X E L L E S

Bruxelles. - Dans la négociation d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, les Six ont repris l'initiative. Au cours du Conseil de Ministres des Affaires Etrangères tenu à Bruxelles le 1er mars, ils ont arrêté les propositions à faire à Londres en ce qui concerne la période de transition en agriculture (alignement sur les prix communs européens et adoption intégrale au principe de la préférence communautaire). Jusqu'à présent, les Etats membres et la Grande-Bretagne s'étaient d'abord entendus sur la période de transition dans le secteur industriel, préoccupation majeure des Anglais. Puis, presque en même temps, le gouvernement britannique avait lancé sur la table de la négociation les chiffres de sa contribution au budget européen : 3 % la première année de la période de transition, 13 à 15 % la cinquième année, plus 3 années de correctifs. Après un accord sur les échanges industriels, la négociation glissait donc vers la définition de la "facture" à payer par le nouvel entrant.

Outre que cette façon de faire mettait la Communauté en situation inconfortable puisque les Etats membres sont loin d'être d'accord entre eux sur le régime financier à octroyer à Londres, elle se plaçait en marge de la logique la plus élémentaire. Comment en effet débattre de chiffres alors que les problèmes de principe n'ont pas encore été réglés ? Suivie jusqu'à son terme, cette technique aurait conduit à fixer le montant de la contribution britannique, puis à manipuler les principes pour les faire coïncider avec ce montant. Elle ne s'explique d'ailleurs que dans la mesure où, du côté britannique, on a toujours manifesté les plus grandes réticences devant les principes de base de la Communauté, la préférence communautaire et les ressources propres (ce dernier système ayant pourtant été accepté en principe par Londres).

La solution logique a donc finalement prévalu, essentiellement sous l'influence de la France qui, défendant en l'occurrence ses intérêts agricoles, avait parfaitement perçu le piège. Le retour aux sources que viennent d'effectuer les Six a par ailleurs le mérite, pour Paris, de ressouder le front communautaire, qui risquait d'éclater sur les discussions de chiffres. Donc de ne plus faire apparaître, pour un temps en tout cas, la France comme isolée. Et enfin d'éclaircir singulièrement les problèmes de chiffres.

En matière agricole, que réclament les britanniques ? De disposer, en ce qui concerne l'alignement sur les prix européens, d'une très grande autonomie. C'est tout à fait contraire à ce que les Six ont fait entre eux dans le passé. Par ailleurs, en ce qui concerne le cas précis de la Grande Bretagne - quand on connaît les problèmes qu'y pose le rattrapage des prix - c'était courir le risque (un risque certain) de voir prolonger la période de transition agricole. Les Six ont donc décidé de demander aux Anglais de s'aligner sur les prix européens selon un calendrier précis, parallèle au calendrier du dé-

sarmement tarifaire, comportant cinq étapes d'amplitude régulière, dont la dernière se situe le 1er juillet 1977. Ils n'ont cependant pas exclu une certaine "flexibilité". Mais la différence est que cette flexibilité dans le rattrapage ne sera pas "à la discrétion" de la Grande-Bretagne seule : si elle apparaît nécessaire, elle résultera de décisions des institutions de la Communauté élargie (donc du Conseil de Ministres sur proposition de la Commission). En conséquence, pour certains produits (et non pas pour leur ensemble), dans certaines conditions et à l'intérieur de certaines limites en pourcentage (à déterminer dans la négociation), des reports de rattrapage pourraient être accordés d'une année sur l'autre, mais ces reports ne seraient pas cumulables.

Plus importante, essentielle même, était la question de la préférence communautaire qui est la base, la "philosophie" de toute la politique agricole commune. Cette préférence devait-elle être appliquée par le Royaume-Uni progressivement, comme le souhaitent deux Etats membres, l'Allemagne et l'Italie ? Il est apparu, à l'analyse technique, que la préférence communautaire ne pourrait qu'être appliquée intégralement dès le début de la période de transition, car il ne s'agit pas d'une notion "indépendante" mais d'une conséquence, naturelle en quelque sorte, des prix européens et de la situation des marchés agricoles. Comme le soulignait un expert, la préférence communautaire "est ou n'est pas". Elle ne peut être scindée ou appliquée progressivement. D'ailleurs il est apparu assez rapidement que ce faux problème technique cachait un réel problème politique pour les Etats membres en cause. Permettre à la Grande Bretagne de continuer le plus longtemps possible à s'approvisionner en produits agricoles à l'extérieur de la Communauté n'était même pas la question la plus importante. En fait, il ne s'agissait ni plus ni moins que de donner des garanties aux grands exportateurs agricoles mondiaux, notamment aux Etats-Unis, qui redoutent que l'élargissement du Marché Commun ne réduise leurs débouchés vers des pays traditionnellement importateurs comme la Grande-Bretagne. Il était évidemment exclu de donner de telles garanties. Toutefois, la Communauté a prévu de qu'elle s'efforcerait de résoudre les difficultés qui pourraient se présenter pour les pays tiers à propos de certains produits, mais dans le respect à la fois des intérêts des paysans européens et de la politique agricole commune.

Voilà qui, à vrai dire, ne change pas grand chose à la situation actuelle. Certains Etats membres sont, depuis de longues années déjà, "coincés" entre la nécessité de respecter les règles qu'ils ont élaborées et leur désir de ne pas "incommoder" les "grands" pays tiers. Au delà même, il est finalement assez curieux de constater que le pays qui défend le plus fermement les intérêts agricoles des pays tiers - l'Allemagne - est en même temps celui qui réclame de la façon la plus vigoureuse des hausses importantes des prix des produits agricoles, hausses qui sont évidemment contraires aux intérêts des pays tiers. Mais la Communauté a l'habitude de ces éternelles contradictions..

sorte de petit jeu auquel, finalement, tout le monde se prête le plus courtoisement possible. La préférence communautaire intégrale dès le début de la période de transition est donc confirmée, et c'est l'essentiel.

Les contradictions internes, on devait les retrouver dans la suite de la discussion quand, après avoir arrêté les principes (alignement des prix, préférences communautaire), les Six ont dû préoccuper des dérogations réclamées par la Grande Bretagne pour ses importations de sucre en provenance du Commonwealth et de produits laitiers en provenance de Nouvelle Zélande. En ce qui concerne le sucre, les Etats membres sont très proches d'un accord qu'ils définiront sans aucun doute lors de leur réunion du 15 mars prochain. Les pays du Commonwealth sont en effet, dans leur très grande majorité, des pays en voie de développement, et il n'est pas question, même après la fin, en 1974, du Commonwealth Sugar Agreement, de supprimer leur unique source de revenus. Il n'en va pas de même, évidemment, de la Nouvelle Zélande, qui n'a rien d'un pays sous-développé. Jusqu'à présent, seule la France s'opposait à la prolongation des avantages néo-zélandais sur le marché britannique, au-delà de la période de transition. La Belgique, entre autres, était favorable à une éventuelle prorogation de ces préférences ... jusqu'à ce que le Ministre belge de l'Agriculture, qui défend les intérêts de ses producteurs de beurre, fasse savoir à son collègue des affaires étrangères qu'il était lui aussi pour la suppression de la préférence au bout de cinq ans. D'où le renvoi du débat jusqu'à ce que le gouvernement belge arrête sa position.

Durant toute la session, il ne fut donc pas question de la participation britannique au financement européen. Les Six en parleront le 15 mars, la veille de leur nouvelle rencontre au niveau ministériel avec la Grande-Bretagne. Mais ils n'arriveront certainement pas déjà à un accord. Un tel succès n'est d'ailleurs pas nécessaire, dans la mesure où les propositions qui viennent d'être arrêtées sur la période de transition agricole sont largement suffisantes pour alimenter les discussions avec les anglais pendant quelque temps. En outre, ces principes ne sont pas sans conséquences sur la question financière elle-même. Il apparaît, par exemple, que l'acceptation par la Grande Bretagne du système des ressources propres et l'application intégrale de la préférence communautaire la conduiront à verser, la première année de la période de transition, 5 % environ du budget européen au seul titre des prélèvements agricoles. Or, les ressources propres comportent, à côté des prélèvements agricoles, deux autres composants : les droits de douane industriels et une clef budgétaire (remplacée en 1974 par une partie de la TVA). Implicitement, ce chiffre de 5 % signifie donc que la proposition britannique de 3 %, "équitable et raisonnable" selon Londres, n'a aucune chance de passer car elle est pratiquement impossible si les principes sont respectés.

Le lendemain de la réunion des Six, Maurice Schumann, le Ministre français des Affaires Etrangères, devait d'ailleurs souligner qu'il attendait des britanniques de nouvelles propositions, plus réalistes. En réalité, Paris qui a officiellement souligné que les

propositions britanniques "ne constituaient pas une base de négociation", n'entend pas que la Communauté fasse de contre proposition tant que Londres n'aura pas modifié ses suggestions initiales. La Grande-Bretagne s'y refuse absolument pour le moment - on vient encore de le faire savoir officiellement au Foreign Office, à la suite de certains propos de Geoffrey Rippon. Mais si le respect des principes européens - auxquels elle dit adhérer - impose à la Grande-Bretagne, comme les analyses des experts permettent de le croire, une contribution initiale de toute façon égale à 5 %, il faudra bien que Londres corrige ses évaluations chiffrées. A moins de prendre le risque de mettre en cause les principes, ce qui donnerait certainement à la négociation un cours nouveau ... Le Ministre français s'est cependant déclaré confiant quant à l'issue de la négociation. Il a souligné qu'à son avis, il n'existait pas d'obstacle insurmontable, les Anglais ayant maintenant l'assurance que leurs habitudes, leurs prérogatives "politiques" (c'est-à-dire institutionnelles) ne seraient ni perturbées ni entamées.

La veille, au cours d'un déjeuner, les Ministres des Affaires Etrangères des Six avaient d'ailleurs longuement évoqué les suggestions d'ordre politique émises par le Président Pompidou au cours de sa conférence de presse du 21 janvier. Le chef de l'Etat français avait ébauché les grandes lignes d'une future Confédération européenne et proposé, comme première application, la nomination dans chaque gouvernement de Ministres "spécialistes" des affaires européennes. Ces idées avaient paru suffisamment intéressantes aux partenaires de Paris pour qu'ils jugent nécessaire de demander à leur collègue M. Schumann des éclaircissements et des précisions. Elargissements et précisions ont, à leur tour, été jugés suffisamment positifs pour que les Ministres décident d'en référer à leurs gouvernements et de poursuivre ultérieurement la discussion.

Il semble que deux éléments essentiels se soient dégagés de ce premier débat sur le thème de la Confédération. En premier lieu, aucun des partenaires de Paris n'aurait marqué son opposition aux thèses confédéralistes. Il fut une époque où, selon Maurice Schumann, certains avaient pu imaginer que la Commission constituait l'embryon d'un futur gouvernement européen. Cette idée "ancienne et même surannée" n'a apparemment plus de supporters. D'après la France, c'est le Conseil de Ministres qui est l'embryon du gouvernement européen - d'où, à en croire Paris, les mérites du vote à l'unanimité.

En second lieu, certaines applications de cette thèse confédéraliste - notamment la nomination de "Ministres européens" - ont retenu l'attention des partenaires de la France. M. Pompidou avait parlé de Ministres européens siégeant en même temps dans les conseils nationaux et à Bruxelles, puis, dans une phase ultime, "détachés" de leurs capitales. Idée séduisante, dans la mesure où les tâches du Conseil vont être de plus en plus lourdes. Mais il semble qu'aucun des Ministres des Affaires Etrangères ne veuille laisser échapper le secteur européen : ni ceux du Luxembourg et de la Belgique évidemment, pays où, en dehors de l'Europe, la politique extérieure est réduite, ni ceux de

la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Ces "Ministres européens" resteront donc sous l'autorité des Ministres des Affaires Etrangères. Ainsi peut-on imaginer, selon Maurice Schumann, qui, en l'occurrence, paraissait parler au nom de tous ses collègues, de donner aux Représentants permanents auprès des Communauté le rang ministériel et de les faire siéger dans les Conseils nationaux.

C'est là d'ailleurs une évolution que l'on pouvait pressentir depuis longtemps. Le Comité des Représentants Permanents (des ambassadeurs) est un organe d'une remarquable efficacité, dont la place au sein des institutions est de plus en plus importante. Il est même devenu le rouage essentiel de la Communauté, siégeant chaque semaine du mardi au vendredi sans interruption ; les Ministres n'interviennent plus en fait que pour entériner les accords réalisés en son sein, ou pour trancher des questions délicates et politiques ... pour lesquelles précisément il faut une intervention ministérielle, c'est-à-dire des gouvernements au plus haut niveau.

L'orientation qui s'est dégagée des conversations ministérielles paraît donc sérieuse. Il reste cependant de multiples aspects institutionnels à examiner, au niveau européen - mais également au niveau national. Mais quelque chose a bougé sur le plan de la "politique intérieure", parallèlement aux efforts que fournissent les Six en matière de coopération "politique extérieure".

PREMIERE REUNION DE LA COMMISSION MIXTE CEE-ESPAGNE.- Cette réunion s'est tenue la semaine dernière à Bruxelles sous la présidence de M. Alberto Ullastrès, Chef de la mission espagnole auprès des Communautés. Les deux délégations ont constaté que la mise en oeuvre de l'accord en vigueur depuis le 1er octobre 1970 s'est effectuée de manière satisfaisante en général, et que son application ne devrait pas soulever de problème particulier.

A la demande de la Communauté, la délégation espagnole a fourni des précisions en ce qui concerne le régime des importations en Espagne et l'ouverture des contingents en faveur de la CEE. Pour sa part, elle a soulevé diverses questions concernant les concessions prévues à l'accord pour certains vins espagnols, les effets de l'application des Règlements communautaires dans les domaines viti-vinicoles et des produits de la pêche, ainsi que des conditions d'exportation d'agrumes sur le marché de la Communauté. En outre, elle a évoqué les problèmes que posent pour l'Espagne l'élargissement éventuel de la Communauté et l'application des préférences généralisées.

CONVERSATIONS AVEC CHYPRE.- Les conversations exploratoires entre la Commission et le Gouvernement de Chypre ont débuté la semaine dernière. Elles font suite aux demandes cypriotes présentées le 10 décembre 1962 et renouvelées en août 1970 ainsi qu'à la décision du Conseil des Six du 1er février 1971.

Les deux parties ont marqué leur accord pour que ces conversations exploratoires soient menées dans le cadre de la politique méditerranéenne de la Communauté ainsi que dans la perspective de son élargissement. Les solutions qui se dégageront des conversations exploratoires soient menées dans le cadre de la politique méditerranéenne. Un premier échange de vues s'est déroulé sur le contenu du futur accord. Les conversations seront reprises rapidement et devraient "pouvoir être achevées avec succès dans les meilleurs délais".

SUPPRESSION DES ENTRAVES DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE.- Le Conseil a approuvé la neuvième Directive d'harmonisation dans le secteur automobile : elle concerne les rétroviseurs. Les prescriptions communautaires de fabrication et de montage de ces dispositifs élimineront les entraves techniques aux échanges provenant des disparités entre les législations nationales. Une marque d'homologation communautaire apposée sur les rétroviseurs assurera leur conformité, en tant que pièces détachées, aux prescriptions de fabrication. Quant à leur installation sur les véhicules automobiles, elle est réglementée par les prescriptions de montage.

Parmi les prescriptions de fabrication des rétroviseurs, il faut notamment souligner celles qui concernent la dimension, la résistance et, parmi celles qui ont trait au montage : le nombre, l'emplacement, le réglage et le champ de vision. Dorénavant, les voitures européennes devront être dotées d'un rétroviseur extérieur, sur le côté gauche.

Les précédentes Directives relatives à l'automobile concernaient : le dispositif d'échappement, le niveau sonore, la pollution de l'air, les réservoirs de carburant, les dispositifs de protection arrière, les plaques d'immatriculation, les dispositifs de direction, les portes et les avertisseurs acoustiques.

LA COMMISSION ET L'INFORMATIQUE.- En rendant la semaine dernière son avis sur des aides accordées par le gouvernement allemand au software d'utilisation, la Commission a marqué concrètement sa volonté de privilégier l'informatique européenne et, dans le même temps, a jeté un nouvel éclairage sur la notion même de société européenne.

Bonn avait décidé d'accorder des subventions à fonds perdus, pouvant aller jusqu'à 40 % des frais de développement, aux groupements d'utilisateurs d'ordinateurs électroniques ainsi qu'aux entreprises qui exercent leurs activités dans le domaine du conseil et du développement des "software" d'utilisation. Mais l'Allemagne avait décidé que ne pourraient bénéficier de telles aides que les utilisateurs de matériel produits par des entreprises n'ayant pas obtenu d'aides de recherche à l'extérieur de l'Allemagne, ou des sociétés liées à de telles entreprises. La Commission a accepté ce critère à la condition que les sociétés du Marché Commun soient exclues de ces restrictions, et sous réserve que ces dispositions ne gênent pas la mise en place d'une future politique comme dans ce secteur. Ainsi voit-on se préciser un nouveau critère du caractère "européen" d'une société.

LES PREMIERES OPERATIONS DU TROISIEME F.E.D.- La Commission vient de prendre 23 décisions de financement sur les aides non remboursables du 3ème Fonds Européen de Développement (au profit des pays de la Convention de Yaoundé) pour un montant légèrement supérieur à \$ 46 millions.

Il s'agit des premiers projets du 3ème FED, après entrée en vigueur le 1er janvier dernier de la seconde Convention de Yaoundé. Cette convention avait demandé un long délai de ratification par les parlements nationaux, ce qui explique le "déblocage" d'un seul coup de crédits très importants. Si l'on examine ces chiffres, comme d'ailleurs ceux des 1er et 2ème FED, on se rend compte que le coût moyen des projets financés par l'Europe s'établit à \$ 2 millions. C'est, dit-on à Bruxelles, la preuve que l'Afrique a moins besoin de grandes réalisations (de prestige souvent) que d'efforts concrets, pratiques, sectoriels, mais nombreux.

LES LACUNES DE LA COOPERATION AERONAUTIQUE.- Cette question et les mesures propres à la résoudre font l'objet d'une note que la Commission s'apprête à transmettre au Conseil dans le cadre de ses propositions destinées à faire bénéficier les principaux secteurs industriels de pointe des avantages du marché élargi de la Communauté.

Ce document, dont la rédaction a été précédée de discussions approfondies avec des experts industriels, conclut son chapitre consacré à l'analyse des faits sur la constatation que, tant sur le plan de la recherche-développement que sur celui de la production et de la commercialisation, ni les efforts des Etats membres, ni ceux des industriels n'ont réussi à briser le cercle des obstacles au développement du secteur : faibles résultats de la Recherche-Développement, séries trop courtes, marché trop restreint, rentabilité insuffisante pour autoriser le lancement de nouveaux programmes. Certes, au cours des vingt dernières années, une série de mouvements de concentration se sont produits dans la Communauté : pour les cellules, le nombre d'entreprises est passé de 12 à 3 en Allemagne, de 5 à 2 en France, et à 4 (dont un groupe sensiblement plus important que les autres) en Italie; pour les moteurs, il n'existe plus qu'une firme importante en Allemagne, deux en France et trois en Italie.

Cependant, face à sa puissante rivale américaine, l'industrie européenne s'est contentée de mesures ayant abouti à une augmentation des surfaces financières, mais non pas à un accroissement de la rentabilité de la recherche-développement et de la production à l'aide de grandes séries produites à des cadences rapides. En effet, en matière de recherche-développement, c'est le montant des coûts de lancement par rapport aux coûts totaux qui est capital. Autrement dit, il faut que les séries soient suffisamment longues pour absorber les coûts de lancement. Or la longueur moyenne des séries d'appareils civils produits en Europe depuis 1955 n'est guère que de 138, contre 492 aux Etats-Unis.

Par ailleurs, seule une production à cadences élevées justifie la mise en oeuvre d'un appareillage important. Mais si l'on renonce à un tel appareillage parce qu'il ne serait pas rentable pour une production à cadence lente, on prend le risque de ne pouvoir répondre en temps voulu à la demande; de plus on compromet, à terme, la modernisation des installations. Or on observe que la Caravelle a été construite en quarante exemplaires au cours des deux premières années suivant son lancement, alors que ce sont plus de 150 DC 9 qui ont été produits au cours de ces deux mêmes premières années. Il est clair que les séries limitées et les lentes cadences entraînent une faible productivité de la main-d'oeuvre - celle-ci est pratiquement deux fois plus élevée aux Etats-Unis qu'en Europe - et une médiocre rentabilité des entreprises : en 1966, par rapport au capital propre, les taux bénéficiaires ont été de 3,8% en France, 5,3% au Royaume-Uni et 15,8% aux USA. Quant au taux annuel de roulement de l'actif total net, il a été de 0,56% en France, de 1,12 au Royaume-Uni et de 2,1 aux USA.

A quoi l'on peut ajouter que les efforts de rapprochement sur le plan national comme de coopération sur le plan multinational

semblent avoir touché les limites de leur efficacité, ce qui signifie qu'ils sont incapables d'être suivis des améliorations fondamentales permettant d'aborder, notamment pour les avions civils, la concurrence américaine. En effet, en cas de coopération avec multiplicité de prototypes et plusieurs chaînes de montage, les coûts supplémentaires de développement et de production par rapport à ceux des travaux menés par un seul constructeur peuvent être de l'ordre de 25 à 50 %. Cet inconvénient ne peut être supprimé que par une réduction du nombre des prototypes et l'adoption de normes unifiées - ce qui suppose un début d'intégration des moyens techniques des firmes.

Enfin, la coopération n'a pas donné les résultats escomptés sur le plan de la commercialisation, parce qu'elle ne s'est pas accompagnée d'une intégration des marchés. Il faut souligner ici que l'industrie aérospatiale de la Communauté, dont le marché représente plus de 10 % du marché mondial, ne fournit que 3,8 % des avions en service dans le monde, alors que les chiffres sont respectivement 4,4 et 5,7% pour le Royaume-Uni, 63,9 et 90% pour les USA. En réalité, la Communauté ne satisfait elle-même aucun de ses besoins en longs-courriers et ne couvre que 37 % de ses besoins en moyens/courts-courriers, tandis que les chiffres correspondants sont 50 % et 92 % pour la Grande-Bretagne. Sans doute cependant les mises en service de Concorde d'une part, celles de l'Airbus, de Mercure, du F 28 et du VFW d'autre part amélioreront-elles la situation. Encore doit-on observer que, début 1970, les carnets de commande étaient aux niveaux de \$ 52,8 millions pour la Communauté, \$ 141 millions pour le Royaume-Uni et \$ 9,119 milliards pour les Etats-Unis.

En d'autres termes, la création du Marché Commun ne s'est encore guère fait sentir dans le domaine de la construction aéronautique (pour les appareils civils, seuls les programmes français Caravelle et néerlandais "F 27" ont obtenu de notables succès en dehors de leur pays d'origine). Une explication en est qu'au niveau national, c'est-à-dire dans le pays producteur même, les fabrications aéronautiques ne jouissent pas de la "rente de situation" dont bénéficient les fabrications d'autres secteurs. Par ailleurs, les Etats, qui doivent veiller à l'équilibre entre les intérêts de l'industrie et ceux des compagnies aériennes, ne sont généralement intervenus de manière déterminante sur le marché d'un appareil donné que s'ils étaient eux-mêmes fortement engagés dans sa construction.

Certes, les ventes à l'intérieur de la seule Communauté resteront toujours insuffisantes pour amortir les frais de lancement : dans le cas de l'Airbus, par exemple, les frais de développement dépassent de 30 à 40 fois le prix de vente d'un appareil, ce qui exige une série d'au moins 250 à 300 appareils pour assurer leur amortissement. De ce fait, la vente dans les pays tiers est indispensable. Mais pour y parvenir, les constructeurs de la Communauté devraient pouvoir exploiter l'avantage donné par une série minimum dont la vente aurait été réalisée dans la Communauté, car les premières ventes d'une série constituent un facteur important de promotion des ventes ultérieures. C'est pourquoi, même si l'industrie d'un Etat membre ne participe pas à une fabrication, le gouvernement concerné devrait sinon en favoriser, du moins ne pas en écarter l'achat : ainsi marquerait-il

son souci de la promotion indirecte des exportations des produits de la technologie avancée de la Communauté vers les pays tiers, ainsi que de la mise en place d'une industrie aéronautique communautaire.

AVANCEMENT DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE COMMUNE.- Les experts nationaux, réunis au sein du groupe ad hoc "politique industrielle" du Conseil de Ministres, paraissent enfin s'acheminer vers des positions communes relatives aux neuf problèmes prioritaires que le Conseil avaient retenus en juin 1970, à la suite d'un premier échange de vues général sur le Memorandum de la Commission. Le groupe espère en effet pouvoir mettre la dernière main, les 18 et 19 mars, à un rapport faisant apparaître des positions quasi-unanimes sur pratiquement tous les problèmes. Des divergences ne subsistent en effet qu'à propos du Comité de politique industrielle, dont les uns souhaiteraient faire un instrument du Conseil, alors que les autres voudraient associer étroitement la Commission à ses travaux de telle sorte qu'elle soit en mesure d'assurer, dans l'élaboration de mesures concrètes, la sauvegarde de l'intérêt communautaire - trop souvent confondu par les experts nationaux avec la somme des intérêts nationaux.

UNE IMPORTANTE REORGANISATION ADMINISTRATIVE.- Le regroupement dans une même Direction générale des unités administratives responsables des affaires industrielles, technologiques et scientifiques vient d'être décidé par la Commission, qui veut ainsi éviter que les soutiens publics à la recherche et au développement technologique continuent à être des éléments de cloisonnement, mais contribuent plutôt à accélérer l'intégration des marchés et le développement de structures industrielles au niveau de la Communauté. Cette nouvelle Direction générale, confiée à M. Toulemon, comprend deux Directions : la première est chargée de l'industrie et du développement technique; la seconde a compétence plus particulièrement pour la politique scientifique : biologie, fusion thermonucléaire contrôlée, coordination des politiques scientifiques et techniques en général. C'est surtout sur ce dernier point que le développement d'un noyau communautaire est indispensable, car les travaux effectués jusqu'à présent dans un cadre plus large ne permettent guère d'espérer des réalisations concrètes rapides.

E U R O F L A S H

- P. 12 - AMEUBLEMENT - Belgique: CROWN BEDDING & FURNITURE (BELGIUM) est filiale de VEVA.
- P. 12 - ASSURANCES - Belgique: LES PROVINCES REUNIES passe sous le contrôle de COMMERCIAL UNION ASSURANCE. France: UNION FINANCIERE & MINIERE absorbe LA PAIX.
- P. 13 - AUTOMOBILE - France: Les accords SHELL/ENGINS MATRA; AEB-FRANCE est à capital belge. Grèce: Projet d'implantation RENAULT/PEUGEOT.
- P. 13 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Allemagne: BYGMA est à capital danois. Belgique: INTEGREN appartient à NEDERHORST; Dissolution d'ARMAND BLATON-BATIMENTS & PONTS-CUNNINGHAM LIMP INTERNATIONAL; Un programme IDEAL-BUILDING. France: Un programme d'IDEAL-BUILDING; ATLANTIQUE DRAGAGE est filiale de BOS KALIS; Association franco-belge dans EURESTATE; GENERAL OCCIDENTALE crée GENERALE FONCIERE. Pays-Bas: PAKOMA est à capital britannique.
- P. 15 - CHIMIE - Allemagne: BASF prend 50. % dans SALZDETfurth COMPO-WERK; HENKEL absorbe une filiale; Les accords BRÜCKNER MASCHINENBAU GERNOT BRÜCKNER/CHIMIQUE DES CHARBONNAGES. Belgique: DE MAN ISOLATIE est à capital néerlandais; Association SOLVAY/U.C.B. - UNION CHIMIQUE dans FOSAL. France: CHIMIQUE DE DIEUZE appartient à CHIMIQUE DES CHARBONNAGES. Pays-Bas: NATIONAL CHEMSEARCH s'installe à Amsterdam.
- P. 16 - COMMERCE - France: ECONOMIQUE DE RENNES prend le contrôle absolu d'ARMORICAINE DE MAGASINS DE GRANDE SURFACE. Pays-Bas: Création de QUELLE.
- P. 17 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: EUROPEAN ENTERPRISES DEVELOPMENT se défait de ses intérêts dans STEIGERWALD STRAHLTECHNIK. Belgique: IMPERIAL TRANS EUROPE fonde I.T.E. INTERNATIONAL SALES; VAN STRATUM-BELGIË est à capital néerlandais; SABA RADIO & TELEVISIE est filiale indirecte de GENERAL TELEPHONE & ELECTRONICS. Grande-Bretagne: BOWE-BÖHLER & WEBER reprend deux filiales à HAWTIN. Pays-Bas: Création d'IGNIS NEDERLAND.
- P. 18 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: CARRIER ouvre une succursale à Francfort; Création de DEUTSCHE PATEK PHILIPPE; Les apports de GEBR. STOLLWERCK à HANSA DEUTSCHE AUTOMATEN SERVICE; ROLF KESTER-MANN passe sous le contrôle de RHEINSTAHL; KLÖCKNER HUMBOLDT DEUTZ transforme une filiale en FELD & HAHN. Belgique: EURO REGISTER est filiale d'U.S. REGISTER; FEDERAL MOGUL s'installe à Bruxelles, comme ISEKI AGRICULTURAL MACHINERY; Association américano-belge

dans SODEAL; Scission de CONFORT & CHALEUR; DU MATIC ferme BRUMES. France: MARWIN (HOLDINGS) s'installe à Paris; Association franco-italienne dans SAMIFI BABCOCK SAMIFI INTERNATIONALE. Pays-Bas: Une concentration donne naissance à RIDDER ENGINEERING TRANSPORT TECHNIEKEN.

- P. 22 - EDITION - Allemagne: MCGRAW-HILL prend le contrôle de HANNS REICH VERLAG. Belgique: ROTOBRITE s'installe à Elsene/Bruxelles. France: MAME passe sous le contrôle de DOLLFUS MIEG; HACHETTE prend le contrôle de LIBRAIRIE DES CHAMPS-ELYSEES; LE NOUVEAU GUIDE reprend JOUR AZUR à LA REDOUTE A ROUBAIX.
- P. 23 - ELECTRONIQUE - Allemagne: AMERICAN MICRO-SYSTEMS s'installe à Munich; WINTON est à capital britannique; MOHAWK DATA SCIENCES ouvre une succursale à Cologne; ROHM ELECTRONICS est créée pour la représentation de TOYO ELECTRONICS. France: TECHNIQUE AEROMARITIME est à capital américain. Pays-Bas: NORDEN AUTOMATION SYSTEMS s'installe à Woudenberg. USA: THOMSON-CSF devient majoritaire dans NUCLEONICS PRODUCTS.
- P. 24 - ENGINEERING - Belgique: TUNZINI & AMELIORAIR ferme une succursale de Bruxelles. USA: I.H.C. HOLLAND s'installe à Kilgore/Texas.
- P. 25 - FINANCE - Allemagne: BANK OF NOVA SCOTIA ouvre une succursale à Francfort. Belgique: BANQUE IPPA reprend les actifs de BANQUE BELGE POUR LE COMMERCE; DISTRILEASE B.S.E.T. appartient à KREDIETBANK. France: Une concentration donne naissance à BANQUE VERNES & COMMERCIALE DE PARIS. Luxembourg: Association franco-américaine dans BANQUE AMERIBAS; ALSINVEST appartient à LA LUXEMBOURGEOISE. Suisse: BANQUE LAMBERT devient majoritaire dans BANQUE COMMERCIALE DE LAUSANNE; CIE DU NORD se défait de ses intérêts dans INTERSHOP HOLDING.
- P. 27 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Belgique: Nouveau resserrement des liens HEINEKEN'S/INTERBRA; Association franco-belge dans SA DE CUISINES CENTRALES; BLANCHAUD est à capital français. France: Les apports de DMS à VINS DE FRANCE; CIDRE RUWET FRANCE est à capital belge; GENVRAIN prend le contrôle de RENEAU-PRODUITS LAITIERS. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans HAAS-KÜHNE; Concentration au profit de UNOX. Suisse: IMPORTAZIONE ACQUE MINERALI & AFFINI est à capital italien.
- P. 29 - METALLURGIE - Allemagne: MKL MINIATURKUGELLAGER passe sous contrôle suisse. Autriche: EISENWERK GAGGENAU s'installe à Salzburg. Italie: Une concentration donne naissance à CANTIERI ALTO ADRIATICO.
- P. 30 - PAPIER - Allemagne: S. LEVISON N.V. s'installe à Emmerich. Belgique: SKOGCELL BELGIUM est à capital suédois; NASS et HIGH ARROW sont filiales de COLUMBIA CELLULOSE.

- P. 30 - PARFUMERIE - France: CHAS. PFIZER négocie la prise du contrôle absolu de COTY.
- P. 31 - PETROLE - Allemagne: Double absorption par DEUTSCHE TEXACO; THE SUPERIOR OIL ferme sa filiale de Francfort. France: Création du groupement TRANSGAZ-LAVERA. Grande-Bretagne: ANTAR prend le contrôle d'OCEAN OIL. Indonésie: Les accords TOTAL INDONESIE/JAVA SEA OIL.
- P. 32 - PHARMACIE - Belgique: SERVIER BENELUX est à capital français; BETZ LABORATORIES transforme en filiale sa succursale de Bruxelles; BELGAPHARM-PRODUITS PHARMACEUTIQUES est filiale de LABORATOIRE DE L'HEPATROL. Italie: Coopération GRANELLI/SCHIAPPARELLI. Suisse: RICERCHE ANTIBIOTICHE est à capital italien.
- P. 33 - PLASTIQUES - Allemagne: Les apports de SCHILDKROT à GEORG ADAM MANGOLD. Belgique: PLASTIC COATING s'installe à Bruxelles. France: Coopération CERCHAR/DIPROMA..
- P. 33 - PUBLICITE - Allemagne: INFORMATIONS & PUBLICITE prend 50 % dans HANSEATIC KONTAKT FILMS; CARTHAGE CAPITAL CORP. GERMANY VERLAGS est à capital américain. Belgique: DFS DORLAND INTERNATIONAL prend un intérêt dans MENS CONSEILS PUBLICITE; Association franco-belge dans INFOGRAFIC. France: MARQUAGE INDUSTRIEL est filiale d'ALFRED KIRSTEN; Trois nouveaux actionnaires pour SLESINA, EFFIVENTE, NOTLEY & PARTNERS.
- P. 35 - TABAC - Allemagne: RINN & CLOOS absorbe deux affiliées.
- P. 35 - TEXTILES - France: Réorganisation chez SAINT FRERES. Grèce: Participation néerlandaise dans EBETE.
- P. 36 - TRANSPORTS - Allemagne: Coopération ROSENKRANZ/MARKEWITSCH; CITO INTERNATIONALE TRANSPORTE CHARIAMELLO est à capital italien. Belgique: S.N.C.F. développe TRANSPORT-VOITURE; Création de CIE DES LONGS COURRIERS. Pays-Bas: SCOL NEDERLAND est à capital suédois; Création de AIRPORT-RENT-A-CAR. Suisse: HAWERT CHUR appartient à "HANSA".
- P. 37 - DIVERS - Allemagne: DELSEY (maroquinerie) s'installe à Francfort. Belgique: TELOTEL INTERNATIONAL (réservation par ordinateurs) s'installe à Bruxelles; FINANCIAL & MARKETING SERVICES (traductions) est d'origine française. France: LE TERTIAIRE (négoce de fossiles) est à capital allemand. Pays-Bas: Concentration au profit de VAN DE STADT & ENDT (négoce de bois).
-

AMEUBLEMENT

(603/12) Le groupe néerlandais d'articles de literie et ameublement VEVA N.V. de Hoorn (anc. METAALWARENFABRIEK VEFA N.V. d'Amsterdam - cf. n° 143 p.24) s'est donné en Belgique une filiale commerciale, CROWN BEDDING & FURNITURE (BELGIUM) N.V. (Ouwegem) au capital de FB. 1 million, en association avec sa filiale absolue d'Amsterdam CROWN BEDDING & FURNITURE N.V. (anc. CROWN-BEDDING MATRASSENFABRIEK N.V.) que dirige M. Herman Wijnberg.

La fondatrice partage avec la filiale SLUMBERLAND LTD (Birmingham) du groupe britannique DUPORT LTD (Tipton/Staffs.) le contrôle à Amsterdam de la firme CROWNFLEX CONTINENTAAL N.V. (cf. n° 315 p.30).

ASSURANCES

(603/12) Afin de renforcer ses intérêts à Bruxelles - où il est lié depuis 1970 par des accords de coopération réciproque à LA ROYALE BELGE SA (groupe STE GENERALE DE BELGIQUE SA) -, le groupe de Londres COMMERCIAL UNION ASSURANCE C° LTD (cf. n° 551 p.16) négocie la prise du contrôle de la compagnie d'assurances générales SA LES PROVINCES REUNIES (cf. n° 197 p.15).

Le groupe britannique entretient depuis 1968 d'étroits rapports de coopération réciproque chez les Six avec les groupes d'Amsterdam A.M.E.V. ainsi que de Berlin ALLIANZ VERSICHERUNGS AG et de Munich MÜNCHENER RÜCKVERSICHERUNGS, et il s'est lié fin 1970 par des accords similaires aux Etats-Unis avec la CONNECTICUT GENERAL LIFE INSURANCE C° de Hartford/Conn. (cf. n° 550 p.21). Cette dernière coopérait déjà de son côté avec une dizaine de groupes d'assurances du continent européen, parmi lesquels LA ROYALE BELGE, AMEV, ALLIANZ, MÜNCHENER, etc...

(603/12) Etroitement liée à la CIE FINANCIERE DE SUEZ & DE L'UNION PARISIENNE SA (cf. n° 600 p.39), l'UNION FINANCIERE & MINIERE SA de Paris (cf. n° 589 p.42) a négocié l'absorption du holding d'assurances LA PAIX SA de Paris (cf. n° 602 p.36), dont elle rémunèrera les actifs en élevant son capital à F. 101,6 millions. Cette opération lui assurera une participation directe de 34,7 %, aux côtés du groupe L'ABEILLE SA (dont elle est également actionnaire, avec SUEZ notamment) pour le solde, dans la société de portefeuille LES CIES D'ASSURANCES ABEILLE & PAIX-C.A.A.P. SA (cf. n° 592 p.18).

Cette dernière prépare sa fusion avec la compagnie A.G.P. -LES ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS SA, filiale du groupe LA PATERNELLE SA qui est lui-même lié à la BANQUE DE L'INDOCHINE SA (cf. n° 599 p.27).

AUTOMOBILE

(603/13) Liée depuis peu (cf. n° 543 p.18) dans le domaine de la compétition automobile au constructeur CHRYSLER FRANCE SA (anc. SIM-CA) - membre du groupe CHRYSLER CORP. de Detroit (cf. n° 598 p.15) - la compagnie ENGINS MATRA SA de Paris (groupe FLOIRAT - cf. n° 583 p.19) bénéficiera aussi désormais de l'assistance financière et technique du groupe de Rotterdam ROYAL DUTCH SHELL (cf. n° 597 p.18).

Jusqu'à fin 1970, MATRA était liée avec le groupe public ERAP-ENTREPRISE DE RECHERCHE & D'ACTIVITES PETROLIERES (cf. n° 598 p.33) par un accord de même nature, qui n'a pas été reconduit du fait des étroites relations unissant CHRYSLER FRANCE et SHELL.

(603/13) Les constructeurs REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA de Boulogne-Billancourt/Hts-de-Seine (cf. n° 601 p.24) et PEUGEOT SA de Paris (cf. n° 602 p.23) ont conclu avec le gouvernement grec un accord pour l'installation à Volos (Grèce centrale) ou à Patras (Peloponnèse) d'une usine commune de montage dans laquelle les capitaux publics grecs seront majoritaires.

Après un investissement de \$ 2 millions, la nouvelle unité aura en 1973 une capacité de 15.000 véhicules/an, qui sera finalement portée à 75.000 véhicules/an.

(603/13) Des intérêts belges portés par M. Kosta Koleff (gérant) ont été à l'origine de la firme de négoce d'accessoires automobiles AEB-FRANCE Sarl (Lille) au capital de F. 30.000.

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS

(603/13) Le groupe néerlandais de génie civil, travaux hydrauliques et portuaires BOS KALIS WESTMINSTER DREDGING GROUP N.V. de Slidrecht (cf. n° 586 p.20) a pris pied en France avec la création à Nantes de l'entreprise ATLANTIQUE DRAGAGE SA (capital de F. 100.000), dont MM. K. van Hemert et H. Machielsen président respectivement le conseil de surveillance et le directoire.

Grossi de la compagnie DIRK VERSTOEP NEDERLAND N.V. de La Haye (cf. n° 525 p.19) dont il vient de prendre le contrôle, le groupe de Slidrecht réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à Fl. 430 millions avec 5.700 employés. Sa principale filiale à l'étranger, WESTMINSTER DREDGING GROUP LTD de Londres (cf. n° 541 p.17), coiffe une quinzaine de sociétés d'exploitation en Grande-Bretagne, Canada, Australie et Bermudes.

(603/14) L'entreprise de constructions préfabriquées BYGMA A/S de Copenhague a installé une filiale à Cologne, BYGMA GmbH (capital de DM. 100.000) qui, sous la direction de MM. Jörgen Schultz et Rudolf Tillmann, est chargée notamment de la promotion en République Fédérale de ses brevets de construction "T.V.P."

(603/14) Membre à Gouda du groupe de génie civil VERENIGDE BEDRIJVEN NEDERHORST (NEDERHORST UNITED) N.V. (cf. n° 589 p.38), la compagnie N.V. TOT AANNEMING VAN WERKEN v/h H.J. NEDERHORST a installé une filiale en Belgique, INTEGRATED ENTERPRISES-INTEGREN SA (Bruxelles et Rhode-St-Genèse) au capital de FB. 7,5 millions, dirigée par M. Victor H. Praet.

(603/14) Les groupes de génie civil BLATON de Bruxelles (cf. n° 581 p.21) et CUNNINGHAM LIMP C° de Detroit/Mich. (cf. n° 586 p.19) ont mis fin aux activités de leur filiale paritaire de Schaerbeek-Bruxelles ARMAND BLATON-BATIMENTS & PONTS-CUNNINGHAM LIMP INTERNATIONAL SA.
Le groupe américain reste cependant présent dans le pays avec une succursale à Bruxelles, ouverte en 1966 sous la direction de M. Anthony P. Lawrence.

(603/14) Membre du groupe de Londres TRAFALGAR HOUSE INVESTMENTS LTD (cf. n° 559 p.19), l'entreprise de construction immobilière IDEAL BUILDING CORP. LTD (cf. n° 557 p.14) a entrepris la construction d'un village résidentiel en Belgique - où elle dispose d'une filiale à Ixelles-Bruxelles, IDEAL BELGE SA - et d'un autre en France. Le premier, à Waterloo, comprendra 10 maisons de type "Georgian"; le second, à Triel s/Seine/Yvelines, réunira 47 maisons du même type autour d'une piscine et de courts de tennis.

(603/14) Toutes deux membres du groupe EVENCE COOPEE & CIE Scs de Bruxelles (cf. n° 567 p.37), les compagnies SIAS-STE INDUSTRIELLE & AGRICOLE DE LA SOMME SA de Paris (cf. n° 464 p.24) et EUROPEAN REAL ESTATE DEVELOPERS SA de Bruxelles ont conclu une association paritaire matérialisée par la création à Paris de la firme de prestations de services immobiliers STE EUROPEENNE DE REALISATIONS IMMOBILIERES-EURESTATE SA (capital de F. 300.000), que préside M. Léon Dubois et dirige M. Daniel Levêque.

(603/14) Des intérêts britanniques portés par MM. Graham C. Palmer et F.T. Brockes ont été à l'origine aux Pays-Bas de la firme de conseil en architecture industrielle, stades, piscines, parcs de stationnement, etc.. PAKOMA (PALMER KOSTENADVISERINGSMIJ) N.V. (De Bilt) au capital de Fl. 100.000, que dirige M. G.C. Palmer.

(603/15) Le groupe GENERALE OCCIDENTALE SA de Paris (cf. n° 599 p.35) s'est enrichi d'une filiale de gestion immobilière, STE GENERALE FONCIERE Sarl (capital de F. 20.000), placée sous le contrôle direct des compagnies UNION DE PARTICIPATIONS IMMOBILIERES SA (90 %) et SADEVIM-STE D'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT IMMOBILIER Sarl (10 %).

Compagnie de portefeuille, la fondatrice dispose d'importants intérêts dans les secteurs bancaire (80 % de BANQUE OCCIDENTALE POUR L'INDUSTRIE & LE COMMERCE SA - cf. n° 598 p.26), alimentaire (70 % de CAVENHAM FOODS LTD de Slough/Bucks. - cf. n° 599 p.29), pharmaceutique (à travers son holding FIPP-STE FINANCIERE & INDUSTRIELLE DE PETROLE & DE PHARMACIE SA), immobilier et minier.

CHIMIE

(603/15) La firme néerlandaise de goudrons, peintures et produits dérivés pour étanchéité N.V. INDUSTRIE & HANDELSMIJ. G. DE MAN & ZONEN (Oosterhout) a installé en Belgique une filiale industrielle, commerciale et d'assistance technique, DE MAN ISOLATIE N.V. (Turnhout) au capital de FB. 16 millions, dirigée par MM. Andries De Man, L. De Man et J.A. De Man.

(603/15) Les intérêts chez les Six de la compagnie de produits chimiques industriels et d'entretien, de droguerie, insecticides, désinfectants, etc... NATIONAL CHEMSEARCH CORP. d'Irving-Dallas/Tex. (cf. n° 577 p.19) seront désormais représentés à Amsterdam par la nouvelle NATIONAL CHEMSEARCH N.V. (capital de Fl. 90.000), dirigée par M. Irvin Louis Levy.

La fondatrice a un large réseau de vente en Europe, du ressort de filiales NATIONAL CHEMSEARCH ou CERTIFIED LABORATORIES à Milan, Provins/S. & M., Bruxelles, Francfort, Zug, Bromwich/Staffs, etc...

(603/15) Le groupe B.A.S.F.-BADISCHE ANILIN & SODA-FABRIK AG de Ludwigshafen (cf. n° 600 p.16) a repris la part de commandite (50%) de M. Ernst H. Sprenger dans la firme d'engrais horticoles SALZDETFURTH COMPO-WERK GmbH & Co KG (Handorf b. Münster), affiliée pour le solde au groupe SALZDETFURTH AG de Hanovre (cf. n° 588 p.20) - où BASF possède une importante participation minoritaire à travers sa filiale WINTERSHALL AG de Celle (cf. n° 596 p.17).

(603/16) Membre du groupe CdF-CHARBONNAGES DE FRANCE SA (Paris), la STE CHIMIQUE DES CHARBONNAGES-SCC SA (cf. n° 599 p.16) a conclu avec l'entreprise allemande d'installations pour la transformation des thermoplastiques BRÜCKNER-MASCHINENBAU GERNOT BRÜCKNER (Siegsdorf) un accord de collaboration technico-commerciale pour la fabrication - selon un procédé de SCC - de papiers synthétiques.

SCC a par ailleurs constitué à St-Avold/Moselle la STE CHIMIQUE DE DIEUZE SA (capital initial de F. 100.000) qui, présidée par M. Raymond Pean de Ponfily, regroupera avec les siennes propres les fabrications de polystyrène de ses sociétés-soeurs H.G.D.-HUILES, GOUDRONS & DERIVES SA (cf. n° 595 p.17) et STE COURRIERES KUHLMANN SA - où SCC est associée à parité avec UGINE KUHLMANN SA (cf. n° 601 p.33).

(603/16) Le groupe HENKEL GmbH de Düsseldorf (cf. n° 599 p.30) a réorganisé ses intérêts dans le secteur des détergents et produits de nettoyage pour textiles et cuirs en absorbant sa filiale de Düsseldorf BÖHME CHEMIE GmbH (anc. BÖHME FETTCHEMIE GmbH - cf. n° 554 p.20), dont les activités seront reprises par une nouvelle affaire, BÖHME CHEMIE GmbH (seconde du nom) au capital de DM. 1 million, dirigée par MM. Walter Kobold et Hans Berndt.

(603/16) Les groupes de Bruxelles SOLVAY & CIE SA (cf. n° 602 p.18) et U.C.B.-UNION CHIMIQUE SA (cf. n° 589 p.50) ont rassemblé leurs activités dans le domaine des polyphosphates alcalins (usines à Anvers pour le premier et Ostende pour le second) au sein d'une filiale paritaire, FOSAL SA (Bruxelles). Celle-ci, dont les fabrications seront commercialisées par U.C.B., accroîtra son potentiel en érigeant à Anvers une unité d'une capacité de 75.000 t./an.

COMMERCE

(603/16) Le groupe de grands magasins, ventes sur catalogue, agences de voyages, etc... GROSSVERSANDHAUS QUELLE GUSTAV SCHICKEDANZ KG de Fürth (cf. n° 599 p.28) fera de Roermond son centre de vente par correspondance aux Pays-Bas : il y a installé à cette fin la société QUELLE N.V. (capital de Fl. 50.000), dirigée par M. Karl-Heinz Manhardt, et directement contrôlée par le SCHICKEDANZ INTERNATIONAL HOLDING GmbH (Nuremberg).

(603/16) La compagnie française de supermarchés STE ECONOMIQUE DE RENNES SA (Rennes) a repris à son homologue DOCKS DE FRANCE SA de Paris (cf. n° 597 p.19) sa participation de 50% dans la STE ARMORICAINE DE MAGASINS DE GRANDE SURFACE SA (Rennes), dont elle détient ainsi désormais le contrôle absolu.

STE ARMORICAINE gère un hypermarché "Mammouth" à Saint-Brieuc/Côtes-du-Nord et s'apprête à en ouvrir un autre à Rennes.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(603/17) Le groupe britannique HAWTIN LTD (anc. HAWTIN INDUSTRIES LTD - cf. n° 537 p.22) a cédé, au prix de £ 200.000, ses filiales de Londres SERMAC LTD et SERMAC SALES LTD à la compagnie allemande de machines et matériels électrochimiques pour nettoyage, blanchisserie, teinturerie, etc.. DOWE-BÖHLER & WEBER KG, MASCHINENFABRIK (Augsburg).

Animée par M. Max Bohler, celle-ci possède des filiales en France (NOVIMEX SA de Paris) et aux Etats-Unis; elle dispose de licenciés au Japon, Mexique, Australie, etc... et est liée depuis 1970 par des accords de coopération avec les entreprises allemandes KRANTZ KG (Aix-la-Chapelle) et OBERMAIER & CIE KG (Neustadt).

(603/17) Le groupe italien d'appareils électroménagers IGNIS SpA de Comerio/Varese (cf. n° 554 p.22) a remplacé sa représentation permanente IGNIS NEDERLAND (cf. n° 499 p.20) de La Haye par une filiale absolue à Vianen, IGNIS NEDERLAND N.V. (capital autorisé de Fl. 5 millions), dirigée par M. G. Tanzi.

La succursale du groupe à Jette-Bruxelles (cf. n° 549 p.24) avait été transformée pareillement début 1970 en filiale sous le nom d'IGNIS BELGIQUE SA et la direction de M. Guido Borghi. Présent avec des filiales en France (Paris), République Fédérale (Nuremberg), Autriche (Vienne), Grande-Bretagne, Danemark, Etats-Unis, etc..., IGNIS est lié au groupe N.V. PHILIPS' GLOEILAMPENFABRIEKEN N.V. (Eindhoven) au sein d'une filiale paritaire, I.R.E.-INDUSTRIE RIUNITE EURODOMESTICI SpA de Cassinetta di Biandronno/Varese (cf. n° 557 p.18).

(603/17) La compagnie d'Amsterdam IMPERIAL TRANS EUROPE N.V. (cf. n° 593 p.30) a installé à Anvers une filiale de vente de composants pour équipements de contrôle et transport d'énergie hydraulique, électrique ou pneumatique, I.T.E. INTERNATIONAL SALES N.V. (capital de FB. 1,5 million), présidée par M. A.C. Homer et dirigée par M. Maurich W. Walters Jr.

La fondatrice est l'ancienne IMPERIAL TRI EUROPE N.V., créée fin 1970 par le groupe de Philadelphie I.T.E.-IMPERIAL CORP. (cf. n° 601 p.16) et qui a porté dernièrement son capital à Fl. 12 millions pour accueillir comme nouveaux actionnaires (cf. n° 589 p.39) la STE FINANCIERE EUROPEENNE-S.F.E. SA (Luxembourg), l'I.F.I.-ISTITUTO FINANZIARIO INDUSTRIALE SpA (Turin) et la compagnie italo-suédoise RIV-SKF OFFICINE DI VILLAR PEROSA SpA (Turin).

(603/18) La firme néerlandaise d'installations générales d'électricité ELECTROTECHNISCH INSTALLATIEBUREAU JAC. VAN STRATUM N.V. (Geldrop) s'est donnée à Geel/Hasselt une filiale de montage, installation et vente d'équipements électriques, ELECTROTECHNISCHE INDUSTRIE JAC. VAN STRATUM-BELGIË N.V. (capital de FB. 0,5 million), dirigée par MM. Martinus van Stratum et F.J. Sloots.

(603/18) La filiale belge SILVANIA BENELUX N.V. de Zellik (cf. n° 570 p.23) du groupe de New York GENERAL TELEPHONE & ELECTRONICS CORP. (cf. n° 591 p.31) a apporté divers actifs mobiliers et immobiliers dépendant de son usine de tubes TV de Tirlemont/Brabant à une affaire formée à cet effet, SABA RADIO & TELEVISIE N.V. (capital de FB. 65 millions), directement contrôlée par deux autres filiales du groupe, les firmes allemande SABA GmbH de Villingen (cf. n° 581 p.33) et suisse SABA SA (Koelliken).

Dirigée par MM. Hermann Brunner-Schweiz, A. Gehot et R. Dreier, la nouvelle affaire exploitera à Tirlemont une usine de téléviseurs (noir et blanc) dont la construction avait été décidée fin 1969 par SABA (cf. n° 524 p.22) pour répondre à un accroissement de la demande que ne pouvait satisfaire son usine de Villingen - celle-ci étant désormais exclusivement consacrée à la production de téléviseurs couleur.

(603/18) La compagnie financière de Luxembourg EUROPEAN ENTREPRISES DEVELOPMENT-E.E.D. SA (cf. n° 592 p.34) a cédé sa participation de 20 % à Munich dans la firme d'équipements électriques et électroniques de soudage STEIGERWALD STRAHLTECHNIK GmbH (cf. n° 555 p.22) aux compagnies INDUSTRIEVERWALTUNGSGESELLSCHAFT mbH (I.V.G.) de Bad Godesberg et V.A.W.-VEREINIGTE ALUMINIUM WERKE AG de Bonn et Berlin (cf. n° 598 p.31), toutes deux sous contrôle public - la seconde à travers la compagnie de portefeuille VIAG-VEREINIGTE INDUSTRIEUNTERNEHMUNGEN AG (Bonn).

Animée par M. K.H. Steigerwald, la firme de Munich, qui réalise avec 200 personnes un chiffre d'affaires annuel de DM. 10 millions, est associée 60/40 à la compagnie KRAUSS-MAFFEI AG de Munich (cf. n° 586 p.27) dans la firme STEIGERWALD-KRAUSS-MAFFEI GmbH STRAHLSCHEISSMASCHINEN (Munich).

CONSTRUCTION MECANIQUE

(603/18) L'entreprise d'installations de chauffage, ventilation et climatisation UNITED STATES REGISTER C° de Battle Creek/Mich. (cf. n° 475 p.21) a renforcé son implantation en Belgique - une succursale à Liège depuis fin 1967 - en installant une filiale commerciale à Tilff, EURO REGISTER SA (capital de FB. 100.000), dont les premiers administrateurs sont MM. W.B. Powers, Emil B. Franklin et Douglas Berry.

(603/19) Le groupe CARRIER CORP. de Syracuse/N.Y. (cf. n° 497 p.27) a renforcé ses intérêts à Francfort - une filiale sous son nom (cf. n° 63 p.14) - en y ouvrant une succursale de l'entreprise de turbines et centrales pour air conditionné et pulsé INDUSTRIAL SERVICES SA OF ELLIOTT OVERSEAS CORP. de Zurich, elle-même directement contrôlée par la filiale ELLIOTT OVERSEAS CORP. (Syracuse).

CARRIER est également présent chez les Six avec une filiale en France, LE COMPRESSEUR FRIGORIFIQUE SA (Montluel/Ain), et une affiliée en Italie, S.P. ELETTRONICA SpA de Milan (cf. n° 591 p.20), où il a pour partenaire (majoritaire) le groupe INDUSTRIE PIRELLI SpA (cf. n° 602 p.18).

(603/19) L'entreprise de roulements à billes FEDERAL MOGUL CORP. de Detroit/Mich. (cf. n° 583 p.26) s'est donnée une filiale industrielle à Bruxelles, FEDERAL MOGUL BELGIQUE SA (capital de FB. 80 millions), que préside M. Philippe Chestel et dirige M. Fernand Van de Werf. Celle-ci exploitera une usine qui, après un investissement de \$ 5 millions, entrera en production fin 1971 et emploiera au stade final 400 ouvriers.

La fondatrice, qui a récemment installé une filiale à Paris, FEDERAL MOGUL EUROPE SA, pour la coordination de ses activités en Europe, était déjà présente en Belgique avec une succursale à Anvers de sa filiale suisse FEDERAL MOGUL SA (Zug).

(603/19) M. Helmut A. Lübing (Kelsterbach) dirige à Francfort la firme DEUTSCHE PATEK PHILIPPE GmbH (capital de DM. 50.000), récemment formée pour assurer la représentation de la manufacture horlogère PATEK PHILIPPE & CIE SA de Genève.

Animée par MM. Henri Stern et Georges Delessert, celle-ci, qui est représentée en France par la compagnie J. AURICOSTE & FILS Sarl (Paris), est notamment la créatrice du premier chronomètre à quartz (naviquartz) fonctionnant plus d'une année sur les mêmes piles.

(603/19) L'entreprise de machinisme agricole ISEKI AGRICULTURAL MACHINERY MFG C° LTD de Tokyo a pris pied chez les Six en installant une filiale commerciale à Bruxelles, ISEKI EUROPE SA (capital de FB. 2,5 millions), que préside M. Hiroyuki Utsunomiya.

(603/19) Le groupe britannique de machines-outils MARWIN (HOLDINGS) LTD (Anstey/Leics.) a installé une filiale (60 %) de vente à Paris, MARWIN PARIS SA (capital de F. 100.000), que préside M. Christofer Mitchell-Heggs et dirige M. Jean-Pierre Léon (actionnaire pour 40 %).

(603/20) Récemment constituée en Belgique au capital de FB. 3 millions, la firme d'installations de lavage pour voitures particulières SODEAL SA (Tubize), que préside M. Jean Marie Weiller et dirigent MM. Joseph Degraeve et Jean-Nicolas Vassilopoulos, l'a été par les compagnies de portefeuille LEMLOW CORP. INC. (Panama) pour 48 % et PREBOR INVESTMENT TRUST REG. (Vaduz/Liechtenstein) pour 30 % ainsi que par la firme belge STE DE DISTRIBUTION EUROPEENNE D'APPAREILS MENAGERS-DEAM Sprl (Quenast) pour 16,6 %.

(603/20) Membre du groupe CIE INDUSTRIELLE & FINANCIERE BABCOCK FIVES SA (cf. n° 594 p.22), la compagnie BABCOCK ATLANTIQUE SA (Paris) va regrouper les actifs de son Département "Froid industriel" avec ceux de la compagnie italienne SAMIFI-MACCHINA IMPIANTI FRIGORIFERI INDUSTRIALI SpA (cf. n° 580 p.32).

Cette opération se matérialisera par la création à Paris d'un holding paritaire, S.B.S. -SAMIFI BABCOCK SAMIFI INTERNATIONALE SA, coiffant les sociétés d'exploitation SAMIFI BABCOCK MILANO SpA (Milan), SAMIFI BABCOCK SUD SpA (Naples), SAMIFI BABCOCK FRANCE SA (Paris) - ancienne SAMIFI SIFRI SA, qui reprendra les actifs spécialisés de BABCOCK ATLANTIQUE - et SAMIFI BABCOCK ESPANOLA SA de Barcelone (qui résultera de la transformation de l'actuelle SAMIFI ESPANOLA SA). Employant 450 personnes, cet ensemble réalisera un chiffre d'affaires annuel de F. 100 millions, et ses fabrications seront distribuées sous la marque SBS (au lieu de "Loire" pour BABCOCK et "FRF" pour SAMIFI) notamment en Grèce, au Liban et aux USA par les filiales commerciales du partenaire italien SAMIFI HELLAS (Athènes); SAMIFI MOYEN ORIENT SA (Beyrouth) et SAMIFI REFRIGERATING CORP. (New York).

(603/20) L'entreprise de construction électromécanique et aéraulique CONFORT & CHALEUR SA de Liège a procédé à une scission de ses actifs au profit de deux nouvelles affaires, présidées l'une et l'autre par M. Charles Thion.

La première, CONFORT INDUSTRIE SA (capital de FB. 5 millions), a reçu sa branche "industrie" : charpentes, chaudronneries et tuyauteries industrielles, installation de chauffage, conditionnement d'air, climatisation et ventilation à usages industriels; la seconde, CONFORT MULTI-SERVICES SA (FB. 4 millions), la branche "électromécanique" : équipements de chauffage central domestique, plomberie sanitaire, installations électriques, régulation électronique.

(603/20) Le groupe de confiserie de Cologne GEBRÜDER STOLLWERCK AG a fait apport de son contrôle - partagé avec la firme JOH. GOTTL. HAUSWALDT GmbH (Cologne) - sur l'entreprise de distributeurs automatiques DEUTSCHE AUTOMATEN-GESELLSCHAFT STOLLWERCK & C° KG de Cologne et sa filiale de Munich KASPAR BADER GmbH à une nouvelle affaire, HANSA DEUTSCHE AUTOMATEN SERVICE GmbH (Cologne) au capital de DM. 100.000, dirigée par MM. A. Geimer et E. G. Baumbach.

(603/21) Le groupe d'Essen RHEINSTAHL-RHEINISCHE STAHLWERKE AG (cf. n° 597 p.24) s'est assuré le contrôle à Bad Yeynhausen de l'entreprise de machines pour extrusion et usinage des plastiques ROLF KESTER-MANN MASCHINENFABRIK (cf. n° 599 p.20). Dotée depuis peu d'une filiale aux Pays-Bas, INDUSTRA MACHINES BENELUX N.V. (Lithoyen-Lith), celle-ci réalise avec 170 personnes un chiffre d'affaires annuel de DM. 15 millions environ.

RHEINSTAHL, dont les ventes se sont chiffrées en 1970 à DM. 60 millions dans le secteur des machines de transformation plastique, contrôle notamment dans cette spécialité la firme de Munich KUNSTSTOFFWERKE GEBR. ANGER & C° KG (cf. n° 433 p.19).

(603/21) Après s'être assurée le contrôle absolu de la firme BRUMES SA (Berchem-Ste-Agathe), l'entreprise aéronautique belge DU MATIC SA (Berchem-Ste-Agathe), membre du groupe de Bruxelles PETROFINA SA (cf. n° 541 p.25) à travers la société SOCMATEC SA, l'a dissoute par anticipation.

PETROFINA a, par ailleurs, procédé à une rationalisation de ses intérêts en matière de distribution pétrolière en fusionnant ses filiales de Bruxelles - à travers notamment FINA SA (Bruxelles) - SERVA SA et SABRA-SA BELGE DE RAVITAILLEMENT AUTOMOBILE au profit de la seconde qui a en conséquence porté son capital à FB. 6 millions.

(603/21) Animé par MM. Gerrit C. van de Werken et Klaas Bras et coiffé par la société de portefeuille BESTUURMIJ. K. BRAAS HARDERWIJK N.V. (Harderwijk), le groupe néerlandais AEROMETALS N.V. (Harderwijk) va concentrer ses activités dans le domaine des équipements de manutention et installations de transport (bandes, chariots, courroies, chaînes, etc...) avec celles de la firme locale RIDDER MACHINEFABRIEK N.V. : la fusion de celle-ci avec la filiale AEROMETALS ENGINEERING TRANSPORT TECHNIEKEN N.V. de ce groupe donnera naissance à une affaire du nom de RIDDER ENGINEERING TRANSPORT TECHNIEKEN N.V. (Harderwijk).

AEROMETALS possède une autre filiale mécanique à Harderwijk, AEROMETALS ENGINEERING-PRODUCTIE N.V., dirigée par MM. J.A. Verschoor et G.C. van de Werken.

(603/21) Les intérêts en République Fédérale de l'entreprise de pompes centrifuges "Sihi" (pour industries pétrolière et pétrochimique notamment) SIEMEN & HINSCH GmbH d'Itzehoe (cf. n° 595 p.24) se sont enrichis d'une filiale industrielle à Tönning, PUMPEN & ANLAGENTECHNIK GmbH (capital de DM. 1 million), dirigée par MM. R. Welsch-Lehmann, R. Lühmann et C.H. Rupp.

(603/22) Le groupe de Cologne KLÖCKNER HUMBOLDT DEUTZ AG (cf. n° 600 p.20) a fait apport de son contrôle sur la firme de séparateurs et mélangeurs pour industries laitière, alimentaire, chimique, etc... FELD & HAHN KG (Bendorf/Rhein) à sa filiale HUMBOLDT-CHEMIEBAU GmbH (capital de DM. 0,7 million), transformée en FELD & HAHN GmbH.

EDITION

(603/22) Il entre dans les intentions du groupe textile de Paris D.M.C. -DOLLFUS MIEG & C° SA (cf. n° 602 p.36) de s'assurer le contrôle de la société d'éditions liturgiques MAISON MAME SA (capital de F. 11,2 millions) de Tours/Indre & Loire (cf. n° 301 p.23) qui, forte de 500 employés, réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 30 millions.

Dans le secteur de l'édition, D.M.C. dispose déjà d'une filiale absolue à Mulhouse/Ht Rhin, ARTS GRAPHIQUES D.M.C. SA (cf. n° 566 p.34).

(603/22) Associé depuis peu en République Fédérale (cf. n° 580 p.29) au groupe de Hambourg SPIEGEL-VERLAG RUDOLF AUGSTEIN KG (cf. n° 602 p.24) au sein d'une filiale 49/51, MANAGEMENT & MARKETING VERLAG GmbH, pour la publication d'un mensuel économique (cf. n° 581 p.32), le groupe d'éditions de New York MCGRAW-HILL INC. a négocié la prise du contrôle à Munich de la firme d'éditions didactiques, géographiques, populaires, enfantines, etc... HANNS REICH VERLAG, connue notamment pour sa collection "Terra-Magica".

Une des récentes initiatives de MCGRAW-HILL en Europe a été la création à Londres de la société MCGRAW-HILL INTERNATIONAL PUBLICATIONS LTD (capital de £ 1.000).

(603/22) Propriétaires à Paris de la société LE NOUVEAU GUIDE SA (qui édite le mensuel gastronomique "Le nouveau guide Gault & Millau"), MM. H. Gault et Ch. Millau ont repris au groupe de vente par correspondance SA LA REDOUTE A ROUBAIX de Roubaix (cf. n° 586 p.22) son contrôle à 75 % sur la société JOUR AZUR SA de Paris (mensuel "Un Jour"), dont les autres actionnaires sont, avec 12,5 % chacun, les groupes FLOIRAT (cf. supra, p.13) et BANQUE LAMBERT Scs de Bruxelles (cf. n° 599 p.26).

(603/22) Filiale absolue du groupe LIBRAIRIE HACHETTE SA de Paris (cf. n° 600 p.23), la LIBRAIRIE GENERALE FRANCAISE-COMPTOIR GENERAL DES VENTES SA (cf. n° 567 p.30), qui édite notamment les "Livres de Poche", s'est assurée le contrôle de la LIBRAIRIE DES CHAMPS-ELYSEES SA (Paris).

Connue pour sa collection policière "Le Masque", celle-ci a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 5,8 millions.

(603/23) Le groupe néerlandais d'impression et édition de matériels publicitaires notamment ainsi qu'étiquettes, reliures et cartonnages DRUKKERIJ VAN LOOSBROEK N.V. (cf. n° 559 p.32) a renforcé son réseau commercial en Belgique - une succursale à Schoten (cf. n° 557 p.21) de sa filiale ROTOBRITE N.V. (Oss) - en formant à Elsene/Bruxelles la société de vente ROTOBRITE N.V. (capital de FB. 250.000), dirigée par M. Jacobus J.M. Jacobs et où elle est associée à ROTOBRITE (Oss), majoritaire.

VAN LOOSBROEK est présent depuis 1970 à Paris avec une filiale ROTOBRITE et à Londres avec une filiale VAN LOOSBROEK LTD.

ELECTRONIQUE

(603/23) Spécialiste aux Etats-Unis de microstructures et composants électroniques (mémoires, semi-conducteurs, etc...), la société AMERICAN MICRO-SYSTEMS INC. (Santa Clara/Cal.) s'est donnée une filiale de vente à Munich, AMI MICRO-SYSTEMS GmbH (capital de DM. 20.000), gérée par M. Carl Johan Nielsen.

La fondatrice dispose de divers mandataires ou agents en Europe, et notamment la firme RADIO-TELEVISION FRANCAISE A. NOE & CIE SA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. n° 581 p.33).

(603/23) Fondée en 1963 à Zurich par l'industriel suédois Elis Norden (Saltsjö-Boo), la compagnie d'équipements électriques et électroniques pour l'automation NORDEN AUTOMATION SYSTEMS AG (cf. n° 391 p.27) a installé aux Pays-Bas une affiliée, NORDEN TEMPO AUTOMATION SYSTEMS N.V. (Wondenberg) au capital de Fl. 100.000, dirigée par M. J.N.A. Kochheim, où elle est associée à la firme locale N.V. TEMPO HOUDSTERMIJ.

La fondatrice possède plusieurs filiales à l'étranger, notamment à Ratingen, Linz et Watford/Herts.

(603/23) La filiale THOMSON-CSF SA (cf. n° 600 p.24) du groupe CIE FRANCAISE THOMSON-HOUSTON-HOTCHKISS-BRANDT SA (cf. n° 602 p.22) a pris le contrôle à 53 % à Los Angeles de son affiliée NUCLEONICS PRODUCTS C° (N.P.C.), qui assure sa représentation exclusive sur le marché américain en matière de composants électroniques.

(603/23) Des intérêts britanniques portés par M. John Cyril Ellis (Northdom-Cheam/Surrey) ont été à l'origine à Düsseldorf de la firme d'informatique et matériels pour l'élaboration des données sur calculateurs électroniques WINTON GmbH (capital de DM. 100.000).

(603/24) L'entreprise de matériels électrochimiques et électroniques pour la navigation aérienne et maritime AEROMARITIME INC. de Washington/D. C. (cf. n° 260 p.20) a pris pied à Paris avec la création d'une filiale commerciale, STE TECHNIQUE AEROMARITIME SA (capital de F. 100.000), que préside M. Maurice Boileau.

La fondatrice était déjà présente chez les Six avec une filiale à Ulm/Donau, AEROMARITIM ELECTRONIC GmbH, et une affiliée à Rotterdam, AEROMARITIEM N.V. - en association avec la compagnie N.V. ROTTERDAMSCH ELEC-TRICTEITS MIJ. v/h H. CROON & C° (cf. n° 312 p.31).

(603/24) Spécialiste d'ensembles périphériques "simple-ware" - machines imprimantes, appareils de lecture, etc... - pour ordinateurs, le groupe MOHAWK DATA SCIENCES CORP. de Herkimer/N.Y. (cf. n° 543 p.25) a renforcé ses intérêts en République Fédérale en installant à Cologne - auprès de sa filiale MDS DEUTSCHLAND GmbH (cf. n° 527 p.24) - une succursale de son affiliée M.D.S.-INTERNATIONAL INC. (Wilmington/Del.).

(603/24) La représentation en Europe de la compagnie d'appareillage et instruments électroniques TOYO ELECTRONICS INDUSTRY CORP. de Kyoto sera du ressort de la nouvelle firme allemande ROHM ELECTRONICS GmbH (Neuss). Au capital de DM. 100.000, celle-ci a été placée sous la direction de M. Wolfgang Dinges.

ENGINEERING

(603/24) Le groupe de construction navale et mécanique lourde de Rotterdam INDUSTRIELE HANDELSCOMBINATIE HOLLAND-I. H. C. HOLLAND N.V. (cf. n° 585 p.17) a renforcé ses intérêts à l'étranger en créant aux Etats-Unis une filiale d'engineering mécanique et d'assistance technique pour travaux off-shore notamment, I.H.C. HOLLAND-LE TOURNEAU MARINE CORP. (Kilgore/Texas).

(603/24) Filiale quasi-absolue de la compagnie mécanique et aéraulique TUNZINI & AMELIORAIR-THERMIQUE-AERAULIQUE-MECANIQUE T.A.M. SA de Paris (cf. n° 602 p.26) - elle-même affiliée pour 21 % au conglomérat de Neuilly/Hts-de-Seine CIE DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON SA - l'entreprise d'engineering TUNZINI-ENTREPRISE SA de Paris (capital de F. 20,5 millions) a fermé sa succursale de Bruxelles.

FINANCE

(603/25) Liées depuis 1966 (cf. n° 377 p.26) au sein de l'établissement financier de Luxembourg AMERIBAS HOLDING SA (cf. n° 509 p.31), la BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA (Paris) et la BANK OF AMERICA NATIONAL TRUST & SAVING ASSOCIATION de Los Angeles (cf. n° 602 p.28) sont convenues de créer à Luxembourg une banque d'affaires, BANQUE AMERIBAS SA au capital autorisé de \$ 24 millions (libéré de 25 %). Celle-ci, qui commencera ses activités en mai 1971, sera dirigée par M. Pierre Haas, et le partenaire américain y sera majoritaire à 60 %.

BANK OF AMERICA, qui, sur le continent, est notamment intéressée dans la STE FINANCIERE EUROPEENNE-S.F.E. SA (Bruxelles) et la BANKHAUS CENTRALE CREDIT AG de Mönchengladbach (cf. n° 578 p.31), est par ailleurs en train de former à Londres, en association 75/25 avec le groupe KLEINWORT-BENSON LTD (cf. n° 598 p.26), une autre banque d'affaires, BANK OF AMERICA LTD (capital autorisé de £ 10 millions, libéré de 25 %), qui sera elle aussi opérationnelle en mai 1971 sous la direction de Sir Mark Turner.

(603/25) Le groupe canadien BANK OF NOVA SCOTIA LTD de Halifax (cf. n° 580 p.33) s'apprête à renforcer son réseau chez les Six (cf. n° 560 p.35) en ouvrant à Francfort sa seconde succursale en République Fédérale, après celle de Munich.

La fondatrice (bilan de plus de \$ C. 6,37 milliards fin 1970) possède une succursale à Bruxelles et une filiale à Rotterdam, B.N.S. INTERNATIONAL N.V. (cf. n° 576 p.37). Elle est notamment associée pour 30 % dans le groupe bancaire et financier de Curaçao MADURO & CURIEL'S BANK N.V. (cf. n° 563 p.29) ainsi que dans l'UNITED INTERNATIONAL BANK LTD de Londres (cf. n° 568 p.30).

(603/25) Le groupe de la BANQUE LAMBERT Scs de Bruxelles (cf. n° 599 p.26) a transformé en contrôle la participation minoritaire qu'il avait acquise fin 1968 en Suisse dans la BANQUE COMMERCIALE DE LAUSANNE SA (cf. n° 478 p.26), dont M. Jacques Thierry est vice-président.

Directement coiffée par la BANQUE LAMBERT-LUXEMBOURG SA (cf. n° 595 p.30) et par une filiale de la société de portefeuille CIE LAMBERT POUR L'INDUSTRIE & LA FINANCE SA (cf. n° 592 p.34), la banque de Lausanne sera transformée en BANQUE LAMBERT (SUISSE) SA.

(603/25) Filiale de la CIE FINANCIERE IPPA SA de Bruxelles (liée au groupe HALLET - cf. n° 589 p.41), la BANQUE IPPA SA (Bruxelles avec sièges d'exploitation à Liège et Gand) a repris la majeure partie des activités bancaires de la BANQUE BELGE POUR LE COMMERCE SA (Saint-Trond).

(603/26) La CIE DU NORD SA de Paris (filiale de portefeuille de la BANQUE ROTHSCHILD SA - cf. n° 600 p.25) et la NEUE BANK AG de Zurich (contrôlée par la BANK MEES & HOPE N.V. d'Amsterdam - cf. n° 599 p.27) se sont défaites de leur participation minoritaire à Zurich dans la compagnie de portefeuille commercial INTERSHOP HOLDING AG au capital de FS. 37,5 millions (cf. n° 517 p.28).

Celle-ci compte notamment comme nouveaux actionnaires la filiale à Stuttgart ALLIANZ LEBENSVERSICHERUNGS AG du groupe de Munich et Berlin ALLIANZ VERSICHERUNGS AG (cf. n° 602 p.27), ainsi que le groupe C.C.F.-CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE SA de Paris (cf. n° 598 p.36).

(603/26) Le groupe de la KREDIETBANK N.V. de Bruxelles et Anvers (cf. n° 596 p.26) s'est enrichi à Bruxelles d'une nouvelle affaire de leasing immobilier, DISTRILEASE B.S.E.T. N.V. (capital de FB. 1 million), que dirige M. Paul L. van Poucke.

Placée sous le contrôle direct de la filiale IMMOLEASE SA-STE POUR LE FINANCEMENT DE BIENS IMMOBILIERS (cf. n° 502 p.33), celle-ci a pour actionnaires minoritaires cinq sociétés du groupe : DE ASSURANCE VAN DE BELGISCHE BOERENBOND N.V. (Louvain), ALMANIJ. N.V. (Anvers), INVESTCO N.V. (Anvers), STE D'HYPOTHEQUE & D'EPARGNE D'ANVERS N.V. (Anvers) et FIDISCO N.V. (Bruxelles).

(603/26) Les établissements bancaires de Paris BANQUE VERNES SA (cf. n° 589 p.42) et BANQUE COMMERCIALE DE PARIS SA (affiliée pour 15,5 % à la précédente), dont les bilans à fin 1970 se montaient respectivement à F. 502,2 et 906,5 millions, ont confirmé leur projet de fusion (cf. n° 587 p.32) : l'opération donnera naissance à la BANQUE VERNES & COMMERCIALE DE PARIS SA (capital de F. 55 millions environ), dont les fonds propres atteindront F. 70 millions.

Ancienne filiale à 80 % de la STE CENTRALE D'ETUDES & D'INVESTISSEMENTS Sarl (groupe DASSAULT - cf. n° 601 p.38) qui y conserve un intérêt de 13,80 %, la BANQUE COMMERCIALE DE PARIS est aujourd'hui affiliée pour 19,7 % au groupe C.G.E.-CIE GENERALE D'ELECTRICITE SA (cf. n° 602 p.21), 16 % à l'UNION FINANCIERE & MINIERE SA (cf. supra, p.12), 15 % à la FRANKLIN NATIONAL BANK (New York) et pour 10 % chacun au groupe d'assurances L'ABEILLE SA de Paris (cf. supra, p.12) et HAMBURGISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE (Hambourg).

(603/26) Filiale de portefeuille de la BANQUE DU BENELUX-LA LUXEMBOURGEOISE SA de Luxembourg (cf. n° 579 p.32) - elle-même contrôlée à parité par la compagnie LA LUXEMBOURGEOISE SA D'ASSURANCE & DE PLACEMENT (Luxembourg) et la BANQUE DU BENELUX SA (Anvers) - la société DE LUXE SA s'est donnée une filiale de conseils en investissements mobiliers, ALSINVEST SA (Luxembourg) au capital de F. Lux. 1 million.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(603/27) Le groupe brassicole d'Amsterdam HEINEKEN'S BIERBROUWERIJ MIJ. N.V. (cf. n° 600 p.28) a resserré ses liens avec son affiliée (près de 10 %) de Bruxelles INTERBRA N.V. - affiliée également à la CIE LAMBERT POUR L'INDUSTRIE & LA FINANCE SA (cf. n° 592 p.34). INTERBRA est devenue son propre actionnaire en contrepartie de l'apport de ses intérêts directs dans cinq entreprises en Afrique auxquelles le groupe néerlandais apportait déjà son concours technique : BRASSERIE DE BRAZZAVILLE SA (Congo/Brazzaville), BRALIMA-BRASSERIES, LIMONADERIES & MALTERIES DU CONGO Srl (Kinshasa, Boma, Kisangani et Bukavu), BRALIRWA-BRASSERIES & LIMONADERIES DU RWANDA Srl (Gisenvi), BRARUDI Srl (Bujumbura/Burundi) et NOVA EMPRESA DE CERVEJAS DE ANGOLA-NOCAL Srl (Luanda).

HEINEKEN, qui porte ainsi à 44 le nombre de ses affiliées industrielles à l'étranger, a dernièrement créé en Belgique - en compte à demi avec INTERBRA - l'entreprise d'import-export, courtage et vente de bières INTERNATIONAL BEVERAGE CORP.-IBECOR SA (Watermael-Boitsfort).

(603/27) La conserverie française de champignons et de légumes (par lyophilisation notamment) ETS MAURICE BLANCHAUD Sarl de Chacé/M. & L. (cf. n° 576 p.43) a renforcé sa présence commerciale au Benelux en installant une filiale à Anvers, BLANCHAUD Sprl (capital de FB. 250.000), dirigée par M. Robert H. Pairon.

La fondatrice est présente avec des filiales en République Fédérale (Cologne) et Espagne (Lagroño). Elle a pris en 1970 une participation aux Pays-Bas dans la conserverie de champignons N.V. v/h L.E. NIEUWENHUIZEN (SLEUTELS CONSERVEN) de Leiden.

(603/27) L'association paritaire nouée fin 1970 aux Pays-Bas (cf. n° 595 p.32) entre l'entreprise de vinaigrerie et condiments HAAS-AZIJN-FABRIEKEN N.V. (Haarlem) et le groupe familial allemand CARL KÜHNE KG (Hambourg), spécialiste de condiments, a été sanctionné par la création d'une filiale commune à Haarlem, HAAS-KÜHNE N.V. (capital de Fl. 1 million).

Dirigée par MM. Leendert Roos et C. Hofkamp, et directement contrôlée du côté néerlandais par la société VECOFA-VENLOSCHE CONSERVENFABRIEK N.V. (Venlo), la nouvelle affaire emploiera quelque 55 personnes.

(603/28) Les négociations récemment engagées (cf. n° 582 p.36) entre les compagnies françaises de négoce en vin DMS-DISTRIBUTION DE MARQUES SELECTIONNEES SA (Gennevilliers/Hts-de-Seine), membre du groupe C.D.C. -CIE GENERALE DES PRODUITS DUBONNET-CINZANO-BYRRH SA (Paris), et STE DES VINS DE FRANCE SA (Marseille), membre du groupe STE D'APPROVISIONNEMENT VINICOLE-SAPVIN SA, ont abouti à la cession par la première et par sa filiale D.M.L. -DEVELOPPEMENT DES MARCHES LOCAUX SA de Gennevilliers (cf. n° 374 p.19) de leurs actifs commerciaux à la seconde.

Celle-ci a porté, en conséquence, son capital à F. 64,5 millions, réparti désormais entre D.M.S. et D.M.L. (devenues sociétés de portefeuille) pour 25,1 % et 3,8 % respectivement, UNION D'ETUDES & D'INVESTISSEMENTS SA de Paris (holding de la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE SA - cf. n° 591 p.37) pour 4,9 %, le solde restant à SAPVIN.

(603/28) L'entreprise belge CIDRE RUWET Sprl (Thimister/Liège) a pris pied en France en installant une filiale commerciale à Lille, CIDRE RUWET FRANCE Sarl (capital de F. 20.000), que gère M. Georges Ruwet.

(603/28) Membre du groupe SOURCE PERRIER SA (cf. n° 602 p.30), la compagnie GENVRAIN SA a étoffé ses intérêts dans l'industrie laitière en s'assurant le contrôle de la firme ETS RENEAU-PRODUITS LAITIERS SA (Cuincy-les-Douai/Nord). Spécialisée dans les produits frais et le lait de consommation (marques "Tout Frais" et "Bim"), celle-ci a réalisé en 1970 un chiffre d'affaires de F. 37 millions.

Dans ce secteur, GENVRAIN contrôlé déjà les compagnies SAFR-SA DES FERMIERS REUNIS de Paris (cf. n° 512 p.30), OMNIUM DU LAIT & DE SES DERIVES SA (La Ferté-Bernard/Sarthe), LATTERIE HEUDRON SA (Verneuil-sur-Avre/Eure), S.A. DUBUC & FILS (Rouvray-Catillon/Seine Mme), VITHO SA (St-Ouen/Seine-St-Denis), LE LAURENTAIS SA (St-Antoine-de-Breuilh/Dordogne) et LA NORMANDE DU LAIT SA (Rouen).

(603/28) Des intérêts italiens portés par M. Ronaldo Gatti (Milan) ont été à l'origine en Suisse de la firme d'importation, distribution et vente de boissons - eaux minérales, bières, "soft drinks", etc...-S.I.A.M.-STA IMPORTAZIONE ACQUE MINERALI & AFFINI SA (Chiasso/Tassin) au capital de FS. 50.000, dirigée par MM. Marco Vescovi (Mendrisio) et Geo Camponovo (Chiasso).

(603/28) Le groupe de Rotterdam UNILEVER N.V. (cf. n° 602 p.19) rationalisera ses intérêts dans la conserverie de viande en concentrant les activités commerciales et industrielles de ses filiales ZWANENBERG'S FABRIEKEN N.V. - qui, avec ses 3.200 employés a été reprise dernièrement au groupe AKZO N.V. d'Arnhem (cf. n° 601 p.18) - et UNOX N.V. d'Oss (cf. n° 556 p.30), au profit de la seconde (3.000 employés).

(603/29) De création récente à Bruxelles, sous la présidence de M. Maurice Delalieux et la direction de M. Edouard de San, pour la constitution et l'exploitation de cuisines industrielles et la vente de plats préparés, la SA DE CUISINES CENTRALES (capital de FF. 25 millions) résulte d'une association entre, d'une part, la STE D'EXPLOITATIONS HOTELIERES, MARITIMES, AERIENNES & TERRESTRES-SODEXHO SA de Marseille (cf. n° 591 p.51) et sa filiale SODEXHO BELGIQUE SA (Bruxelles) avec 12 % ensemble, et d'autre part les compagnies de Bruxelles INTERTROPICAL-COMFINA SA (groupe C.C.C.I.-CIE DU CONGO POUR LE COMMERCE & L'INDUSTRIE SA - cf. n° 548 p.19) pour 48 %, STE AFRICAINE DE MESSAGERIE & DE COMMERCE-SAMECON SA (groupe CIE COTONNIERE CONGOLAISE SA-CONTONCO - cf. n° 539 p.38) pour 32 % et BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES, AGRICOLES & COMMERCIALES INDACOM SA (groupe CIE FINANCIERE DU KATANGA SA - cf. n° 556 p.29) pour 8 %.

METALLURGIE

(603/29) Principal producteur en Suisse de roulements à bille miniatures, l'entreprise MINIATURWÄLZLAGER AG (Biel/Berne) s'est assurée le contrôle en République Fédérale de son homologue MKL MINIATURKUGELLAGER GESELLSCHAFT mbH (Leutkirch), que dirige M. Kurt Kaltenbach et qui était coiffée jusqu'ici par la compagnie suisse de portefeuille DELTA GES. FÜR FINANZIERUNGEN & BETEILIGUNGEN (Glarus).

(603/29) L'entreprise allemande de fonderie pour appareils ménagers de chauffage, cuisinières, etc... EISENWERK GAGGENAU GmbH de Gaggenau/Bade (cf. n° 502 p.27) a pris pied en Autriche avec la formation à Salzburg d'une filiale commerciale, GAGGENAU HAUSGERÄTE GmbH (capital de Sh. 200.000), que dirige M. Wolfgang Mayer.

Animée par MM. Georg G. von Blanquet et Otto Brehm, la fondatrice réalise un chiffre d'affaires annuel de DM. 22 millions environ avec 380 employés. Elle possède des filiales GAGGENAU en France (Hoerd-Wissembourg/Bas Rhin), Italie (Milan) et Suisse (Regendorf/Zurich).

(603/29) Une concentration en cours entre les chantiers navals de Trieste CANTIERE NAVALE DEL MOLO FRATELLI BANDIERA (en cours de reconversion pour la stricte réparation navale) et CANTIERE NAVALGIULIANO SpA (cf. n° 455 p.30) donnera naissance à la société CANTIERI ALTO ADRIATICO SpA (Muggia/Trieste) au capital de Li. 300 millions, dans laquelle le groupe financier de Trieste FRIULIA-SOC. FINANZIARIA REGIONALE FRIULI-VENEZIA GIULIA SpA (cf. n° 567 p.29) sera intéressé pour 34 %.

PAPIER

(603/30) La compagnie forestière et papetière suédoise SKOGSÄGARNAS INDUSTRI A/B (SIAB) de Växjö (cf. n° 533 p.38) est désormais présente à Bruxelles avec la société SKÖGCELL BELGIUM SA (capital de FB. 200.000).

Propriété de l'Association Forestière du Sud de la Suède (SÖDRA SVE-RIGES SKOGSÄGARES FÖRBUND), la fondatrice contrôle à Stockholm la société de vente SKOGSÄGARNAS CELLULOSA EXPORT A/B qui est elle-même présente avec des filiales SKÖGCELL à Milan, Kronberg/Taunus, Bâle, Londres (depuis janvier 1970), etc... Celles-ci assurent également la représentation des autres affiliées de SIAB, notamment MÖRRUMS BRUK A/B (Mörum), SKOGSÄGARNAS CELLULOSA A/B (Möns-terås) et NORRLANDS SKOGSÄGARES CELLULOSA A/B (Kranfors).

(603/30) L'entreprise néerlandaise de négoce en gros et récupération de papiers, cartons et métaux S. LEVISON N.V. de Zutphen (cf. n° 536 p.36) a pris pied en République Fédérale en installant à Emmerich une filiale commerciale sous son nom (capital de DM. 20.000), dirigée par MM. R. van Neck, B. van der Weerden, D.J. Vlessert et J.B. Siot.

Occupant plus de 200 personnes, la fondatrice est présente depuis fin 1969 en Belgique avec la société REPADOUGREE SA (Ougrée), dont elle partage le contrôle avec sa filiale VAN PRAAG'S PAPIERHANDEL N.V. (Zutphen).

(603/30) Poursuivant son expansion en Belgique (cf. notamment n° 601 p.33), la compagnie papetière canadienne COLUMBIA CELLULOSE C° LTD de Vancouver (groupe de New York CELANESE CORP.) s'est donnée - à travers sa filiale locale CANADIAN CELLULOSE INTERNATIONAL SA - deux nouvelles filiales-cadres à Bruxelles : NASS SA et HIGH ARROW SA (toutes deux au capital initial de FB. 50.000), où détiennent une participation symbolique les compagnies de Vancouver COLUMBIA PULP SALES LTD, CELGAR PROPERTIES LTD, CALUM LUMBER LTD, COLCEL PROPERTIES LTD et POHLE LUMBER C° LTD - toutes membres du groupe.

PARFUMERIE

(603/30) Filiale de portefeuille à Panama du groupe chimico-pharmaceutique de New York CHAS. PFIZER & C° INC. (cf. n° 561 p.41), la compagnie PFIZER CORP. a lancé, par l'intermédiaire de la B.N.P.-BANQUE NATIONALE DE PARIS SA (cf. n° 599 p.34), une offre publique pour acquérir le contrôle absolu de sa filiale à 86 % de Suresnes/Hts-de-Seine COTY SA (cf. n° 402 p.32).

En France, CHAS. PFIZER a récemment repris au groupe ETS CLIN-BYLA SA de Paris (cf. n° 600 p.34) ses participations dans leurs filiales communes LABORATOIRES PFIZER-CLIN Sarl (transformée en LABORATOIRES PFIZER Sarl) et STE INDUSTRIELLE DE BIOCHIMIE SA.

PETROLE

(603/31) Le groupe de Paris ANTAR-PETROLES DE L'ATLANTIQUE SA (cf. n° 595 p.41) a repris au conglomérat d'Utrecht S.H.V. - STEENKOLEN HANDELSVEREENIGING N.V. (cf. n° 600 p.18) son contrôle à 95 % à Londres sur l'entreprise de lubrifiants pour moteurs marins OCEAN OIL C° LTD.

Celle-ci a été dotée d'un Département "ANTAR MARINE INTERNATIONAL SERVICE", chargé d'assurer la coordination, à l'échelle mondiale, de la distribution des huiles marines "Talusia" et "Aplanta" du groupe ANTAR, assurée en Europe par des compagnies allemande, italienne, belge, hollandaise, suédoise, norvégienne, espagnole, portugaise et polonaise.

(603/31) Le groupe TEXACO INC. de New York a renforcé son réseau de distribution en République Fédérale (cf. n° 597 p.31) au profit de la compagnie DEUTSCHE TEXACO AG (Hambourg), qui s'est assurée le contrôle des firmes SCHÄFER CARL'S SOHN GmbH (Francfort) et ENGEN BAUMGARTNER GmbH (Neustadt/Weinstrasse), puis les a absorbées.

(603/31) Membre du groupe C.F.P. - CIE FRANCAISE DES PETROLES SA (Paris), la compagnie TOTAL INDONESIE SA (cf. n° 576 p.49) a conclu avec l'entreprise JAVA SEA OIL CY de Hamilton/Bermudes (sous contrôle canadien) un accord l'associant aux travaux de recherche de celle-ci dans la Mer de Java.

Ces permis avaient déjà fait en novembre 1968 l'objet d'un accord entre JAVA SEA OIL et l'entreprise publique indonésienne PERTAMINA de Djakarta (cf. n° 501 p.36).

(603/31) Le groupe de Houston/Tex. THE SUPERIOR OIL C° (cf. n° 484 p.28) a décidé d'alléger ses intérêts chez les Six en dissolvant sa filiale commerciale de Francfort SUPERIOR OIL GmbH (cf. n° 281 p.30 et 449 p.31), dont M. Roger E. Johnson sera liquidateur.

(603/31) Récemment créé en France pour développer les installations de chargement, de déchargement et de stockage souterrain du gaz liquéfié de Lavéra/Bouches-du-Rhône, le groupement d'intérêt économique TRANSGAZ-LAVERA de Courbevoie/Hts-de-Seine (capital de F. 100.000), que dirige M. Lucien Duris, l'a été par : CIE DE RAFFINAGE SHELL BERRE SA, filiale absolue depuis peu (cf. n° 591 p.45) du groupe de Rotterdam ROYAL DUTCH SHELL, pour 38 %; STE D'ENTREPOSAGE DE GAZ LIQUEFIES MAGALI SA (groupe ERAP-ENTREPRISES DE RECHERCHES & D'ACTIVITES PETROLIERES SA - cf. supra, p.13) pour 27 %; C.F.R. - CIE FRANCAISE DE RAFFINAGE SA (groupe C.F.P. - CIE FRANCAISE DES PETROLES SA - cf. n° 602 p.34) pour 15 %; ESSO-SAF (groupe de New York STANDARD OIL C° OF NEW JERSEY - cf. n° 601 p.18) et STE FRANCAISE DES PETROLES BP SA (groupe de Londres THE BRITISH PETROLEUM C° LTD - cf. n° 600 p.33) pour 10 % chacune.

PHARMACIE

(603/32) L'entreprise française de produits chimiques et spécialités pharmaceutiques LABORATOIRES SERVIER SA d'Orléans (cf. n° 487 p.37) s'est donnée, à travers ses filiales de Neuilly/Hts-de-Seine BIOFARMA SA et ARTS & TECHNIQUES D'INFORMATION SA (cf. n° 270 p.28), une filiale commerciale en Belgique, SERVIER BENELUX SA (Woluwe-St-Lambert) au capital de FB. 0,25 million, que préside M. Jacques Servier et dirige M. Guy Studer.

La fondatrice ne disposait jusqu'ici que d'une seule filiale (indirecte) à l'étranger, EUTHERAPIE GmbH (Saarbrücken).

(603/32) Le groupe chimico-pharmaceutique BETZ LABORATORIES INC. de Treviso/Penn. (cf. n° 543 p.20) a transformé sa succursale de Bruxelles (cf. n° 527 p.32) en filiale commerciale sous le nom de BETZ N.V. (capital de FB. 250.000) et la direction de M. Stanley P. Walker.

Animé par MM. Edwin B. Ross, W. Rohlf et Roger J. Colley, le groupe américain est spécialisé dans les produits pour le traitement et la purification des eaux, déchets, organismes biologiques ou microbiologiques, liquides, gaz, etc... Il dispose de succursales à Alderley Edge/Ches. et à Rome, et a une filiale sous son nom à Francfort depuis fin 1969.

(603/32) L'entreprise pharmaceutique de Paris LABORATOIRE DE L'HEPATROL Sarl a constitué une filiale de vente à Bruxelles, BELGAPHARM-PRODUITS PHARMACEUTIQUES SA (capital de FB. 0,5 million), présidée par M. Borge Kehler et dirigée par M. Paul Labrousse.

(603/32) Des intérêts italiens portés par M. Mario A. Galeotti (Florence) ont été à l'origine en Suisse de la firme de recherche chimico-pharmaceutique et micro-biologique RICERCHÉ ANTIBIOTICHE SA (Lugano) au capital de FS. 250.000, dirigée par MM. René Merkt (Genève) et Tito Tattamanti (Lugano).

(603/32) Un accord de coopération en matière de recherche et de mise en commun de leurs réseaux commerciaux a été négocié entre les entreprises chimico-pharmaceutiques de Milan LABORATORIO CHIMICO FARMACEUTICO E. GRANELLI SpA et de Turin STABILIMENTI CHIMICI FARMACEUTICI RIUNITI SCHIAPPARELLI SpA (cf. n° 455 p.31).

PLASTIQUES

(603/33) Spécialiste en Grande-Bretagne de l'emploi des plastiques et nylon pour le recouvrement des surfaces métalliques notamment, le groupe PLASTIC COATING LTD de Guilford/Surrey (cf. n° 495 p.38) a pris pied chez les Six en créant à Bruxelles une filiale commerciale et d'assistance technique, PLASTIC COATING EUROPE N.V. (capital de FB. 1 million), dirigée par MM. Herbert F. Whenham, N. Vinson et J. Speed.

La fondatrice possède plusieurs Divisions (Harpenden/Herts., Kingswinford/Staffs., Winsford/Ches. et Farnham/Surrey) et filiales au Royaume-Uni, notamment DURABLE PLASTICS LTD, NYLON COATINGS LTD, TECHNIPLAST LTD, PLASTIC COATING EQUIPMENT LTD et UNITED MOULDERS LTD.

(603/33) Membre à Mannheim du groupe BOHLEN INDUSTRIE AG (Glinde/Hambourg), l'entreprise de plastiques SCHILDKROT AG a négocié la cession des activités "cubes" et "trains électriques miniatures" de sa filiale de Nuremberg SCHILDKRÖT-TRIX SPIELWARENGESELLSCHAFT mbH (cf. n° 598 p.38) à la firme de Fürth GAMA-GEORG ADAM MANGOLD KG.

Animée par M. Hans Mangold, celle-ci, transformée en TRIX-GAMA-MANGOLD GmbH, sera ainsi en mesure de doubler à DM. 40 millions environ son chiffre d'affaires. Spécialisée jusqu'ici dans les autos miniatures et jouets mécaniques et électriques, elle a des usines à Öningen/Bodensee et Trautskirchen.

(603/33) Le CENTRE D'ETUDES & DE RECHERCHES DES CHARBONNAGES DE FRANCE-CERCHAR (cf. n° 501 p.30) - groupe CdF-CHARBONNAGES DE FRANCE SA de Paris (cf. n° 599 p.16) - et la DIFROMA-SA DE DIFFUSION DE PROCÉDES & MATÉRIELS (Roubaix/Nord) ont conclu un accord de collaboration technique dans le domaine de l'application des matières plastiques en couche mince (enduction, imprégnation, contrecollage).

PUBLICITÉ

(603/33) L'entreprise allemande de marques, lettres, enseignes et autres articles publicitaires ALFRED KIRSTEN GmbH (Neu Ulm/Donau) a constitué une filiale commerciale à Paris, STE DE MARQUAGE INDUSTRIEL Sarl (capital de F. 40.000), que gère M. Ralf Kirsten.

La fondatrice s'était déjà installée sur le marché français en 1966 en formant, en association paritaire avec des intérêts belges portés par M. R. van Lysebeth (Asse), la société KIRSTEN-LYSEBETH Sarl (cf. n° 351 p.21), aujourd'hui dissoute.

(603/34) Filiale commune à Londres des groupes de publicité de Londres DORLAND ADVERTISING HOLDINGS LTD (cf. n° 578 p.40) et de New York DANCER-FITZGERALD-SAMPLE INC. (cf. n° 573 p.34) - liés entre eux par des participations minoritaires croisées - l'agence DFS DORLAND INTERNATIONAL LTD s'est assurée une participation, minoritaire mais importante, dans l'agence de Bruxelles MENS CONSEILS PUBLICITE Sprl (cf. n° 559 p.43), transformée en MENS CONSEILS DDI Sprl.

Une des récentes initiatives de DORLAND a été de négocier la prise du contrôle de son homologue K.M.P.H. LTD de Londres (anc. KINGSLEY MANTON & PALMER). Mais l'opération n'a pu se réaliser, DORLAND étant passé entre temps sous le contrôle du groupe financier BARCLAY SECURITIES LTD, lié au groupe SLATER, WALKER SECURITIES LTD (cf. n° 598 p.19).

(603/34) Les entreprises de publicité et relations publiques de Paris INFORMATION GRAPHIQUE SA et de Woluwe-St-Pierre ETUDES & APPLICATIONS DE RELATIONS PUBLIQUES SA ont noué une association paritaire matérialisée par la création en Belgique de la firme de conseil et réalisation en matière d'édition de tous travaux imprimés, sonores ou audio-visuels INFO-GRAFIC SA (Woluwe-St-Pierre) au capital de FB. 200.000, que préside M. Rémi Blumenthal (Paris).

(603/34) Filiale du groupe de Paris AGENCE HAVAS SA (cf. n° 600 p.39), la compagnie INFORMATIONS & PUBLICITE SA s'est assurée à Hambourg une participation de 50 % dans l'entreprise de production de films publicitaires HANSEATIC KONTAKT FILMS GmbH et lui a fait conclure avec sa filiale quasi-absolue IMAGES & PUBLICITE SA (Paris) un accord pour la production commune de films et cassettes (pour téléviseurs) destinés à l'enseignement ou la publicité audiovisuels.

(603/34) Des intérêts américains portés par M. Alexander Illes (New York) ont été à l'origine à Düsseldorf de la firme de publicité et conseils financiers CARTHAGE CAPITAL CORP. GERMANY VERLAGSGESELLSCHAFT mbH (capital de DM. 50.000).

(603/34) Les firmes de Bruxelles AGENCE BELLUX Sprl (cf. n° 566 p.31), de Diemen/Amsterdam RICARDO SLESINA & PARTNERS N.V. et de Vienne HERBERSTEIN KUTSCHERA INMANN SLESINA GmbH - ces deux dernières étant affiliées pour 25 % chacune au groupe de Francfort HORST SLESINA WERBE GmbH & Co KG (cf. n° 595 p.38) - sont devenues actionnaires de l'agence de Paris SLESINA, EFFIVENTE, NOTLEY & PARTNERS Sarl, où elles sont ainsi les partenaires des sociétés EFFIVENTE PUBLICITE SA (Paris), DANY PUBBLICITA (Milan), NOTLEY ADVERTISING LTD (Londres) et HORST SLESINA WERBE (Francfort).

TABAC

(603/35) La manufacture allemande de cigarillos et cigares RINN & CLOOS AG d'Heuchelheim b. Giessen (cf. n° 584 p.39) a rationalisé ses intérêts en absorbant deux affiliées d'Heuchelheim, FRITZ LEONARDI GmbH et GYSCAR-ZIGARRENFABRIK GmbH, après en avoir acquis le contrôle absolu.

Entreprise familiale au capital de DM. 16 millions et réalisant un chiffre d'affaires annuel consolidé supérieur à DM 116 millions, RINN & CLOOS a fusionné en 1969 avec la firme HAVILLA ZIGARRENFABRIKEN GmbH (Heidelberg). Ses principaux intérêts sont : 1) dans le secteur du tabac, les firmes industrielles J.H. BRUNS ZIGARRENFABRIKEN GmbH (Mannheim) et BRUNS BEY RHEIN ZIGARRENFABRIK GmbH (Sandhausen b. Heidelberg), et commerciales KRÜGER & OVERBECK (Düsseldorf et Hanovre), EDUARD PALM GmbH (Berlin) et G. M. HOLZ GmbH (Francfort); 2) dans le secteur mécanique les entreprises MINOX GmbH de Giessen (cf. n° 364 p.27), HEYLIGENSTÄDT & COMP. WERKZEUGMASCHINENFABRIK GmbH (Giessen), HESSAPP-HESSISCHE APPARATEBAU GmbH (Hahn b. Wiesbaden), etc...

TEXTILES

(603/35) Possédant quatre ateliers en Belgique (cf. n° 452 p.28) et deux usines aux Pays-Bas, la compagnie néerlandaise de vêtements de confection GEBR. VAN GILS CONFECTIE-ATELIERS N.V. de Roosendaal (cf. n° 478 p.32) a participé pour 20 % à la création à Athènes de l'entreprise de vêtements pour hommes EBETE-ELLINKI VIOMICHANIA ETIMON ENDIMATON SA, qui sera opérationnelle fin 1971 avec 135 employés et une production de près de 100.000 costumes/an.

(603/35) Affiliée pour 43 % au groupe textile français STE FONCIERE & FINANCIERE AGACHE-WILLOT SA de Pérenchies/Nord (cf. n° 600 p.38), l'entreprise de filature et tissage du jute, bâcherie, enduction plastique, etc... SAINT FRERES SA de Paris (cf. n° 570 p.38) a fait apport de ses usines de Sète, St-Pol-sur-Mer/Nord, Rouen et Marseille ainsi que d'un terrain à Paris à cinq filiales créées à cet effet à Paris : STE SETOISE IMMOBILIERE SA (capital de F. 1,2 million), STE JEAN BART SA (F. 5 millions) - toutes deux présidées par M. André Raviard - STE ROUENNAISE DE GERANCE SA (F. 1,3 million), que préside M. Jean Papon, STE IMMOBILIERE STRASBOURG-NATIONAL SA (F. 6,5 millions) et STE IMMOBILIERE DU BOULEVARD NEY SA (F. 6,5 millions) - toutes deux présidées par M. Pierre Guesdon.

TRANSPORTS

(603/36) La compagnie d'affrètement et armement SCANDINAVIAN CONTINENTAL LINE A/B de Stockholm a constitué une filiale à Zaandam, SCOL NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 50.000) dirigée par M. Ernst Besem, en association avec l'entreprise locale de transports et consignation SCHEEPVAARTKANTOOR J. TAVENIER N.V.

(603/36) Le groupe d'armement maritime de Brême DEUTSCHE DAMPFSCIFFFAHRTS-GESELLSCHAFT "HANSA" (cf. n° 576 p.55) a présidé à la création en Suisse de la société de portefeuille HAWERT CHUR AG (Coire/Grisons) au capital de FS. 10 millions, que préside M. Peter Rechenberg et dirigeant MM. Malte Hesselmann, H.K. Scherer et J. Nef.

(603/36) La concentration négociée fin 1970 entre les entreprises néerlandaises de transport, manutention et entrepôts INTERNATIONAAL TRANSPORT-, MONTAGE KRAANVERHUURBEDRIJF VAN WEZEL N.V. de Hengelo (120 employés) et HIJS- & TRANSPORTMIJ. GOEDKOOP N.V. d'Amsterdam (70 employés) va devenir effective avec la création d'un holding commun, MAMMOET TRANSPORT N.V.

La seconde appartient au groupe AMBEL-AMSTERDAMSE BELEGGING MIJ. N.V. (Amsterdam), qu'anime M. Lambert J.W. Goedkoop et qui comprend deux autres affaires de transports et services annexes, REEDERIJ v/h GEBR. GOEDKOOP N.V. et MATERIEELVERHUUR GOEDKOOP N.V.

(603/36) La STE DE TRANSPORTS DE VEHICULES AUTOMOBILES-S.T.V.A. SA (Paris), membre du groupe S.N.C.F.-STE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS à travers sa filiale S.C.E.T.A.-STE DE CONTROLE & D'EXPLOITATION DE TRANSPORTS AUXILIAIRES SA (cf. n° 533 p.45), a porté à FB. 62 millions le capital de sa filiale de Forest-Bruxelles TRANSPORT-VOITURE SA et y a, ce faisant, intéressé la S.N.I.-STE NATIONALE D'INVESTISSEMENTS SA de Bruxelles (cf. n° 591 p.44) pour 32,1 %.

La S.N.I. portera ultérieurement cette participation à 49 % en souscrivant un emprunt obligataire (convertible en 1974) de FB. 10 millions lancé par TRANSPORT VOITURE.

(603/36) Un accord de coopération en matière de manutention et utilisation de moyens de levage - camions grues notamment - a été négocié en République Fédérale entre la filiale à Witten/Ruhr PAUL ROSENKRANZ KG (cf. n° 508 p.36) du groupe de transports de Brême FRIEDRICH BOHNE oHG et les firmes GEBR. MARKEWITSCH (Nuremberg et Schweinfurt) et SARNES (Regensburg).

(603/37) M. Ferdinando Chiaramello (Turin) a été le fondateur à Cologne-Nippes de la firme de transports internationaux par route CITO INTERNATIONALE TRANSPORTE CHIARAMELLO GmbH (capital de DM. 40.000).

(603/37) Un accord pour la mise en commun de leurs services de location de voitures à partir de l'aérodrome de Schiphol a été conclu entre les compagnies de Rotterdam RAVERO N.V. (cf. n° 490 p.30) et TRANS-EDIJC N.V. et d'Amsterdam KASPERS, LOTTE & C° N.V. Il a été sanctionné par la création de la coopérative AIRPORT-RENT-A-CAR C.V.

RAVERO est l'associée aux Pays-Bas du groupe international de leasing de véhicules de transport CAROP-VERENIGDE EUROPESE AUTORERHUURBEDRIJVEN N.V. d'Amsterdam (cf. n° 596 p.14). Ses nouveaux partenaires sont les agents respectifs des groupes KEMWEL AUTOMOTIVE SYSTEMS INC. (New York) et AUTOSERVICI MAGGIORE de Rome (cf. n° 370 p.26).

(603/37) Le COMPTOIR PANAMERICAIN SIDERURGIQUE-COMPANSID SA (Bruxelles), que contrôle la compagnie HEMISPHERE HOLDING CORP. de Panama (cf. n° 293 p.24), a noué avec la compagnie maritime CONTINENTAL LINES N.V. d'Anvers (cf. n° 555 p.37) une association paritaire matérialisée par la création à Ixelles-Bruxelles de la CIE DES LONGS COURRIERS SA (capital de FB. 1 million), dont l'administrateur délégué est M. André Dechamps.

DIVERS

(603/37) Spécialisée dans l'édition de cartes de voeux ainsi que la préparation et la vente de fossiles, la compagnie allemande FRANZ WEIGERT, STAHLSTICHPRÄGEWERK (Neuburg/Donau) a installé une filiale commerciale à Paris, LE TERTIAIRE Sarl au capital de F. 20.000.

(603/37) La firme française de maroquinerie et articles de voyage STE DELSEY Sarl (anc. ETS DELAHAYE-SEYNHAEVE) de Rosny-sous-Bois a installé à Francfort une filiale commerciale, DELSEY REISEARTIKEL & LEDERWAREN GmbH (capital de DM. 0,2 million), dirigée par MM. André et Walter Seynhæve.

(603/37) La compagnie de réservations centralisées sur ordinateurs de chambres d'hôtels TELOTEL INTERNATIONAL LTD de Londres s'est donnée une filiale à Bruxelles, TELOTEL INTERNATIONAL (BELGIUM) SA (capital de F. 250.000), que préside M. Martin Stevens.

(603/38) L'homme d'affaires français Jean-Pierre Isoré (résidant à Genève) a constitué à Anderlecht-Bruxelles la firme de prestation de services (notamment traductions) FINANCIAL & MARKETING SERVICES INC. SA (capital de FB. 100.000), qu'il préside.

(603/38) Une concentration a été négociée aux Pays-Bas entre les entreprises de transformation et commerce de bois G.F.W. HERNGREEN'S FIJNHOUTHANDEL N.V. (Alphen a/d. Rijn), qu'anime M. J. Vierbergen, et la filiale HOUTHANDEL VAN DE STADT & ENDT N.V. (Zaandam) du groupe de La Haye INTRADUR DWARSLIGGER & HARDHOUTHANDEL N.V., au profit de la seconde (que dirige M. P. Rassenaar).

INDEX DES PRINCIPALES SOCIETES CITEES

Abeille (L')	P. 26-12	Carthage Capital Corp. Germany	
A. E. B. -France	13	Verlag	P. 34
Aéromaritime	24	C. D. C.	28
Aerometals	21	C. E. R. C. H. A. R.	33
Agache-Willot	35	Charbonnages de France	16-33
Agence Bellux	34	Chimique des Charbonnages (Sté)	16
A. G. P.	12	Chimique de Dieuze (Sté)	16
Airport-Rent-a-Car	37	Chrysler	13
Allianz Versicherung	12-26	Cidre Ruwet	28
Alsinvest	26	Cito Internationale Transporte	
Ameribas Holding	25	Charamello	37
American Micro-Systems	23	Commercial Union Assurance C°	12
A. M. E. V.	12	Comptoir Panaméricain Sidérurgique	37
Antar	31	Confort & Chaleur	20
Armoricaïne de Magasins de		Connection General Life Insurance C°	12
Grande-Surface (Sté)	16	Continental Lines	37
Atlantique Dragage	13	Coty	30
		Courriers Kuhlmann (Sté)	16
Babcock Atlantique	20	Crédit Commercial de France	26
Bank of America	25	Crown Bedding & Furniture	12
Bank of Nova Scotia	25	Cuisines Centrales (SA de)	29
Banque Ameribas	25	Cunningham Limp C°	14
Banque Belge pour le Commerce	25		
Banque Commerciale de Lausanne	25	DDG "Hansa"	36
Banque Lambert	22-25	Delsey	37
Banque de Paris & des Pays-Bas	25	D. I. F. R. O. M. A.	33
Banque Vernes & Commerciale		Distrilease B. S. E. T.	26
de Paris	26	D. M. C. - Dollfus Mieg & Cie	22
Barclay Securities	34	D. M. L. - Développement des Marchés	
B. A. S. F.	15	Locaux	28
Belgapharm	32	D. M. S.	28
Betz	32	Docks de France	16
Blanchaud	27	Dorland	34
Blaton	14	Du Matic	21
B. N. P.	30		
Böhme Chemie	16	Ebete-Elliniki	35
Bos Kalis Westminster	13	Economique de Rennes (Sté)	16
B. P.	31	E. E. D. - European Enterprises	
Brückner-Maschinenbau	16	Development	18
Brumes	21	E. L. F. - Erap	13-31
Bygma	14	Engins Matra	13
		Esso	31
C. A. A. P.	12	Etudes & Applications de Relations	
Cantieri Alto Adriatico	29	Publiques	34
Carrier Corp.	19	Euro Register	18

Evence Coppée	P. 14	Java Sea Oil	P. 31
		Jour Azur	22
Federal Mogul	19		
Financial & Marketing Services	38	Kestermann Maschinenfabrik (Rolf)	21
Financière Européenne-S.F.E.	17-25	Kirsten (Alfred)	33
Financière de Suez	12	Kleinwort-Benson	25
Floirat	13-22	Klöckner-Humboldt-Deutz	22
Fosal	16	K. M. P. H.	34
Française des Pétroles (Cie)	31	Krauss-Maffei	18
Friula	29	Kredietbank	26
		Kühne (Carl)	27
Gaggenau Hausgeräte	29		
General Telephone & Electronics	18	Laboratoires de l'Hépatrol	32
Générale Foncière (Sté)	15	Laboratorio Chimico Farmaceutico	
Générale Occidentale	15	E. Granelli	32
Genvrain	28	Lambert pour l'Industrie & la	
Gils Confectie-Ateliers (Gebr. van)	35	Finance (Cie)	25-27
Goedkoop	36	Levison (S.)	30
		Librairie des Champs Elysées	22
Haas-Kühne	27	Librairie Générale Française	22
Hachette	22	Longs Courriers (Cie des)	37
Hansa Deutsche Automaten Service	20	Luxe (De)	26
Hanseatic Kontakt Films	34	Luxembourgeoise (La)	26
Havas	34		
Hawert Chur	36	Mammoet-Transport	36
Hawtin	17	Man Isolatie (De)	15
Heineken's Bierbrouwerij	27	Markewitsch (Gebr.)	36
Henkel	16	Marquage Industriel (Sté de)	33
High Arrow	30	Marwin Paris	19
Huiles, Goudrons & Dérivés	16	McGraw-Hill	22
		M. D. S.	24
Ideal Building	14	Mens Conseils D. D. I.	34
Ignis	17	Miniatuurwalzlager	29
I. H. C. -Holland	24	M. K. L. Miniaturkugellager	29
Images & Publicité	34	Münchener Rückversicherung	12
Immolease	26		
Imperial Trans Europe	17	Nass	30
Industrial Services	19	National Chemsearch	15
Industrieverwaltungsges.	18	Nederhorst	14
Info-Grafic	34	Neue Bank	26
Informations & Publicité	34	Nord (Cie du)	26
Integrated Enterprises	14	Norden Automation Systems	23
Interbra	27	Nouveau Guide (Le)°	22
Intershop Holding	26		
Intradur	38	Ocean Oil C°	31
Ippa	25		
Iseki Europe	19	Paix (La)	12
I. T. E. International Sales	17	Pakoma	14

Patek Philippe & Cie	P. 19	S.N.I. -Sté Nationale d'Investissement P.	36
Perrier	28	Sodeal	20
Petrofina	21	S.O.D.E.X.H.O.	29
Peugeot	13	Solvay & Cie	16
Pfizer	30	Stabilimenti Chimici Farmaceutici	
Philips	17	Riuniti Schiaparelli	32
Plastic Coating	33	Steenkolen Handelsvereniging	31
Provinces Réunies (SA les)	12	Steigerwald Strahltechnik	18
Pumpen- & Anlagentechnik	21	Stollwerck (Gebr.)	20
Quelle	16	Stratum (Jac. van)	18
Ravero	37	S.T.V.A.	36
Redoute à Roubaix (La)	22	Superior Oil	31
Reich Verlag (Hanns)	22	Sylvania Benelux	18
Renault	13	Telotel International	37
Reneau-Produits Laitiers (Ets)	28	Tempo Houdstermij.	23
Repadougree	30	Tertiaire (Le)	37
Rheinstahl	21	Texaco	31
Ricerche Antibiotiche	32	Thomson-C.S.F.	23
Ridder Engineering Transport	21	Total Indonesie	31
Rinn & Cloos	35	Toyo Electronics Industry	24
Rohm Electronics	24	Trafalgar House Investment	14
Rosenkranz (Paul)	36	Transgaz-Lavéra	31
Rotobrite	23	Transport-Voiture	36
Royal Dutch/Shell	13-31	Trix-Gama-Mangold	33
Royale Belge (La)	12	Tunzini	24
Saba Radio & Televisie	18	U.C.B.-Union Chimique	16
S.A.B.R.A.	21	Ugine-Kuhlmann	16
S.A.D.E.V.I.M.	15	Unilever	28
Saint-Frères	35	Union Financière & Minière	12-26
Saint-Gobain-Pont-à-Mousson	24	Union de Participations Immobilières	15
Salzdetfurth	15	United States Register C°	18
S.A.M.I.F.I.	20	Unox	28
S.A.P.V.I.N.	28	V.A.W.-Ver. Aluminium Werke	18
Sarnes	36	Verstoep Nederland (Dirk)	13
Scandinavian Continental Line	36	Veva	12
Schildkröt	33	V.I.A.G.	18
Scol Nederland	36	Vins de France (Sté des)	28
Sermac	17	Weigert Stahlstich (Franz)	37
Servier	32	Wintershall	15
S.I.A.M. -Sta Importazione Acque		Winton	23
Minerali & Affini	28		
Siemen & Hinsch	21		
Skögccl Belgium	30		
Skogsävarnas Industri	30		
Slesina, Effivente, Notley & Partners	34		

